

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

Le Problème Français des Potasses

THÈSE

POUR LE

Doctorat "Sciences Politiques et Economiques"

Présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures

PAR

Roger AUBERT

Président: M. WILLIAM OUALID

Suffragants { MM. AFTALION
LESCURE

IMPRIMERIE
BENARD-BARDEL & FILS
GISORS (Eure)

1933

Le Problème Français
des Potasses



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

Le Problème Français des Potasses

THÈSE

POUR LE

Doctorat "Sciences Politiques et Economiques"

Présentée et soutenue le 2 Juin 1933, à 14 heures

PAR

Roger AUBERT

Président : M. WILLIAM OUALID

Suffragants { MM. AFTALION
LESCURE

IMPRIMERIE

BENARD-BARDEL & FILS

GISORS (Eure)

1933

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à leur
auteur.*



TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction	15
Les mines de potasse et le Traité de Versailles.	
Le problème posé aux Chambres.	
Plan de l'ouvrage.	

PREMIERE PARTIE

LES FAITS

Chapitre 1^{er}. — Découverte des mines de potasse. —	
Le Monopole Allemand	23
A. — Production de la potasse avant la décou-	
verte des mines.	
B. — Premiers sondages et caractéristiques du	
gisement allemand.	
C. — Le débouché agricole.	
D. — Le monopole de fait.	
Chapitre 2^e. — Découverte du gisement Alsacien. —	
Le Régime Allemand	30
A. — Caractéristiques du nouveau bassin.	
B. — Emprise des Allemands sur les nouvelles	
mines.	
C. — Législation allemande.	
D. — Production des Mines Alsaciennes sous le	
régime allemand.	

	Pages
Chapitre 3^o. — Les Mines Alsaciennes de Potasse sous le régime militaire et le séquestre	38
A. — L'Etat des Mines à la fin de la guerre.	
B. — L'œuvre du régime militaire.	
C. — Nouvelle organisation des mines.	
D. — Résultats obtenus par le Séquestre.	
Chapitre 4^o. — Le rachat des Mines	45
A. — Loi du 26 Mars 1921 autorisant le rachat des mines.	
B. — L'acte de vente du 24 Mai 1924.	

DEUXIEME PARTIE

Chapitre 1^{er}. — Le régime provisoire	53
A. — Les précédents et les motifs.	
B. — Organisation :	
1 ^o Décret du 22 août 1924 ;	
2 ^o Arrêté du 31 août 1925.	
C. — Emancipation administrative.	
D. — Essence du régime provisoire.	
Chapitre 2^o. — L'Exploitation des mines de potasse par le régime provisoire	64
Première période 1924-1929.	
Développement industriel.	
A. — Etat et besoins du marché des potasses en 1924.	
B. — Mesures prises pour augmenter l'extraction.	
C. — Mesures prises pour le traitement des sels	
D. — Fabrication du brôme.	
Chapitre 3^o. — Développement commercial	72
A. — Organisation commerciale allemande d'après guerre.	
B. — Société commerciale d'Alsace.	
C. — Accords franco-allemands.	
D. — Strasbourg-Anvers.	
E. — Les bureaux d'études régionaux.	

	Pages
Chapitre 4^e — Les résultats financiers	87
A. — Les bilans 1926-1929.	
B. — Comparaisons avec les mines de Kali-Sainte Thérèse.	
C. — Appréciation de l'œuvre accomplie.	
Chapitre 5^e. — La Crise	100
A. — Diminution de l'extraction.	
B. — Le marché et les marchés étrangers.	
C. — Mesures prises.	
D. — Les résultats obtenus. (Bilans 30-31).	

TROISIEME PARTIE

Chapitre 1^{er}. — Les projets du Parlement et le régime définitif des mines domaniales	115
A. — La concurrence étrangère.	
B. — La concurrence intérieure.	
C. — Situation actuelle du marché de la potasse	
Chapitre 2^e. — Le régime définitif et la Chambre des Députés	119
A. — Les premières propositions de loi.	
B. — Les discussions de la Chambre.	
C. — Analyse du projet transmis au Sénat.	
Chapitre 3^e. — Le régime définitif et le Sénat	129
A. — Rapport Perrier et Peytral.	
B. — Analyse du projet voté par le Sénat.	
C. — Les propositions et projets de loi postérieurs au vote du Sénat.	
Conclusion	140

BIBLIOGRAPHIE

ALLIX (Edgard). — *Traité élémentaire de la science des finances et de la législation financière française*, 5^e édition. Paris 1927.

ANDON (André d') et J.-A. DOUFFIAGUES. — *Les mines domaniales d'Alsace*. *Annales des Mines*. Janvier et Février 1932.,

BERTHELEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif*. 12^e Edition. Paris 1930.

BULLETIN QUOTIDIEN DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES ET D'INFORMATION ECONOMIQUE:

3 Mars. — 1925. — *L'industrie mondiale de la potasse*.

29 Mai 1925. — *L'accord franco-allemand de la potasse*.

19 Janvier 1926. — *Les mines de potasse d'Alsace en 1924*.

27 Juillet 1926. — *La production et le commerce des sels de potasse en Pologne*.

CARNOT (R.). — *L'étatisme industriel*. Paris 1921.

CASSEL (Gustave). — *Les tendances monopolisatrices*. Paris 1921.

COLSON (C.). — *Cours d'économie politique*.

- COUREAU (R.). — *Législation des mines en Alsace et en Lorraine 1871-1918*. Paris 1919.
- DELEMER (Adolphe). — *Le Bilan de l'étatisme*. Paris 1920.
- DOUFFIAGUES (J.-A.). — *Les mines de potasse d'Alsace. Extraits de la revue politique et parlementaire*, 10 Novembre 1927.
La Potasse, Extrait de la revue générale des sciences, 29 Février 1928. — *Les sels de potasse d'Alsace. Extrait du Journal de la Marine Marchande* 19 Avril 1928. — *Les engrais potassiques*.
- DOUFFIAGUES (J.-A.). — *Les mines de potasse d'Alsace*. 10 Mai 1930.
- ENGRAIS (L'). — 28 Mai 1926. — *Découverte des gisements de potasse en Russie*.
- FLEURENT. — *La situation des principales branches de l'économie nationale*. Conseil national économique Annexe. J. O. 4 Décembre 1932, page 1281.
- FAUMONT (Louis). — *Principes généraux servant de base à l'emploi des engrais complémentaires*, extrait du Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse, Mars 1926.
- HOUPIN (C.). — *Traité général, théorique et pratique des Sociétés civiles et commerciales*. 6^e édition, 3 volumes Paris 1927.
- INFORMATION (l'). — *Financière, Economique et Politique*, 26 Juillet 1928. — *L'industrie allemande de la potasse*, 1^{er} Août 1928. — *La production de la Potasse en Espagne*.
- JOURNAL DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE. — 26 Janvier 1933.
- JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE. — 1919, 1932.
- JOURNÉE INDUSTRIELLE (La). — 14 Juin 1926. — *La potasse en Pologne*. ..
- LAPIE (P. O.). — *Les régimes d'économie mixte*, Paris 1926.

MATIGNON (C.). — *Les stocks mondiaux de potasse*. *Revue scientifique*, Avril 1919.

RETZ (Pierre de). — *Rapport sur le bassin d'Alsace*, 1931.

RIGHOU. — *Les mines domaniales de potasse d'Alsace*, Paris 1931.

ROUS (Eugène) et RETZ (Pierre de). — *Les cités ouvrières des mines domaniales de potasse d'Alsace*, Mulhouse 1930.

VIE FINANCIÈRE (La). — 25 Mai 1926. — *Rapport de la direction générale des mines de Kali Sainte Thérèse*, exercice 1925.

30 Mai 1927. — *Rapport de la direction générale des mines de Kali Sainte-Thérèse* 1926.

22 Mai 1928. — *Rapport de la direction générale des mines de Kali Sainte-Thérèse* 1927.

23 Mai 1929. — *Rapport de la direction générale des mines de Kali Sainte-Thérèse*, 1928.

21 Mai 1930. — *Rapport de la direction générale des mines de Kali Sainte-Thérèse*, 1929.

20 Mai 1931. — *Rapport de la direction générale des mines de Kali Sainte-Thérèse*, 1930.

25 Mai 1932. — *Rapport de la direction générale des mines de Kali Sainte-Thérèse*, 1931.

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Chambre des Députés

Proposition de loi de M. Hackspill, n° 663. 31 Mars 1920, S. O. p. 614.

Projet de loi portant ouverture d'un crédit pour l'acquisition par l'Etat des Mines de potasse d'Alsace, sous séquestre n° 1141, 23 Juin, S. O. p. 1856.

Proposition de loi de M. Lesaché, n° 1200, 22 Juillet 1920.
— Déposée le 1^{er} Juillet, S. O. p. 1919.

Rapport, au nom de la Commission des mines de potasse d'Alsace, par M. Rocher, n° 1429, 28 Juillet 1920, S. O. p. 2114.

Avis au nom de la Commission d'Agriculture, par M. Ambroise Rendu, n° 1432, 28 Juillet 1920, S. O. p. 2115.

Avis au nom de la Commission des Mines et forces motrices, par M. Rocher, n° 1433, 28 Juillet 1920, S. O. p. 2115.

Avis au nom de la Commission des Finances, par M. Boissard, n° 1'37, 28 Juillet 1920, S. O. 2116.

Proposition de loi de M. Mistral, n° 1706, 26 Novembre 1920, 2° S. E., p. 316.

Projet de loi relatif à l'amodiation des mines de potasse d'Alsace sous séquestre n° 1821, 14 décembre 1920, 2° S. E. p. 458.

Rapport au nom de la Commission des mines de potasse par M. Rocher, n° 2199, 22 Février 1921, S. O. p. 829.

Rapport au nom de la Commission des mines de potasse par M. Rocher, n° 2607, 29 Avril 1921, S. O. p. 1505.

Rapport supplémentaire au nom de la Commission des mines de potasse, M. Rocher, n° 2717, 2 Juin 1921, S. O. p. 1700.

Annexe rectifiée au rapport supplémentaire par M. Rocher, S. O. p. 2321.

Avis au nom de la Commission d'agriculture, par M. Ambroise Rendu, n° 2751, 9 Juin 1921, S. O. p. 1710.

Avis au nom de la Commission des mines par M. Louis Bringer, n° 2793, 14 Juin 1921, S. O. p. 1882.

Avis au nom de la Commission des finances, par M. Boissard, n° 2885, 24 Juin 1921, S. O. p. 2014.

Proposition de loi de M. Lesaché, n° 3112, 12 Juillet 1921, S. O. p. 2329.

Deuxième Rapport supplémentaire au nom de la Commission des Mines de potasse, par M. Rocher, n° 3323, 10 Novembre 1921, S. E. p. 135.

Troisième Rapport supplémentaire au nom de la Commission des Mines de potasse, par M. Rocher, n° 3793, 27 Janvier 1922, S. O. p. 73.

Quatrième Rapport supplémentaire au nom de la Commission des Mines de potasse, par M. Ambroise Rendu, n° 5271, 19 Décembre 1922, S. E. p. 529, n° 5742, 6 Mars 1928.

Rapport au nom de la Commission des Mines, par M. Charlot, n° 342, 29 Juin 1928.

Projet de loi Forgeot (non paru aux documents parlementaires).

Rapport au nom de la Commission des mines et de la force motrice, par M. Brom, n° 976, 2 Décembre 1932, 2° S. E.

Sénat

Rapport au nom de la Commission chargée.... par M. Helmer, n° 428, 30 Juillet 1920, S. O. p. 793.

Avis au nom de la Commission des mines par M. Albert Peyronnet, n° 453, 31 Juillet 1920, S. O. p. 813.

Avis au nom de l'agriculture, par M. Gegauff, n° 546, 14 décembre 1920, S. E. p. 1011.

Avis au nom de la Commission des Finances, par M. Milan, n° 550, du 16 Décembre 1920, 2° S. E. p. 1011.

Rapport au nom de la Commission des finances par M. Léon Perrier, n° 750, du 26 Décembre 1924, S. E. p. 714.

Avis au nom de la Commission d'Alsace-Lorraine, par M. Scheurer, n° 354, 27 Juin 1925, S. O. page 922.

Avis au nom de la Commission des Mines, par M. Cazals, n° 274, 28 Avril 1926, S. O. p. 988.

Deuxième Rapport, au nom de la Commission des finances, par M. Victor Peytral, n° 231, 8 Avril 1927, S. O. p. 416.

Proposition de loi de M. Louis Michel, n° 490, 28 Mai 1931, S. O.

INTRODUCTION

Le retour de l'Alsace et de la Lorraine à la France a fait surgir devant le Parlement Français, un certain nombre de problèmes fort délicats et fort importants. L'un d'eux, par sa nouveauté et ses conséquences économiques, avait de prime abord, fixé l'attention de nos Parlementaires : c'était celui des mines de potasse d'Alsace.

Aux termes de l'article 74 du Traité de Paix de Versailles (28 juin 1919), le Gouvernement Français s'était réservé le droit de retenir et liquider tous les biens, droits et intérêts que possédaient, à la date du 11 Novembre 1918, les ressortissants allemands ou les sociétés contrôlées par l'Allemagne, sur les territoires cédés par la France, lors du traité de Francfort, en 1871.

La plus grande partie des mines de potasse d'Alsace tombait sous le coup de cette disposition. Exception faite, en effet, des concessions contrôlées par le groupe Kali-Sainte Thérèse, groupe essentiellement français, le surplus du bassin potassique, soit environ les trois quarts était la propriété de ressortissants allemands ou de sociétés allemandes.

Qu'allait-on faire de ces mines ?

Parlant à la Tribune de la Chambre des Députés, les 3, et 4 octobre 1919, M. Millerand insistait, aux applaudissements de l'Assemblée, sur la nécessité de la reprise par l'Etat des Mines de Potasse séquestrées et prévoyait leur amodiation à une société exploitante.

Le 17 octobre suivant, M. Loucheur, au nom du

Gouvernement, émettait une opinion identique et ajoutait que la question devait venir entière lorsque l'Alsace et la Lorraine seraient représentées au Parlement.

De fait, dès le 31 mars 1920, l'abbé Hackspill et ses collègues, les députés d'Alsace nouvellement élus, dans une proposition de loi en date du même jour, déclaraient qu'il était nécessaire de mettre fin, le plus tôt possible, à l'organisation provisoire des mines de potasse et de régler le régime définitif à leur appliquer.

De l'urgence d'ailleurs, tout le monde convenait. Il est seulement regrettable que ce soit le seul point sur lequel l'accord se soit réalisé aussi rapidement. Cinq années ont été nécessaires pour arriver au rachat par l'Etat des mines séquestrées; quatorze années n'ont pas suffi à notre Parlement pour élaborer le statut définitif des mines domaniales de potasse.

La cause principale de cette carence réside dans la querelle qui a toujours séparé les économistes de l'école socialiste de ceux de l'école libérale, les uns s'efforçant d'étendre, le plus possible, le régime d'exploitation directe par l'Etat, les autres défendant le principe des entreprises privées.

A l'origine pourtant, ce ne fut pas cette controverse qui fit le fond des débats de la Chambre des Députés. Les déficits importants qui s'étaient révélés lors de la liquidation des entreprises d'Etat constituées pendant la guerre, avaient rendu sceptiques les plus chauds partisans de l'exploitation directe par l'Etat, à telle enseigne que de toutes les propositions de loi déposées sur le bureau de la Chambre des Députés, une seule, la proposition Mistral, prévoyait l'exploitation des mines de potasse par l'Etat, encore cette exploitation devait-elle se faire avec la collaboration des groupements agricoles des départements et communes d'Alsace et des industriels s'occupant d'industrie chimique.

Cette unité de vue presque absolue aurait dû grandement faciliter la tâche de nos législateurs, surtout si l'on songe qu'entre temps était intervenue la loi du 9

septembre 1919 qui, modifiant complètement notre législation minière, prévoyait la participation de l'Etat aux bénéfices réalisés dans les concessions minières qui seraient accordées.

L'amodiation des mines de potasse d'Alsace à une société privée se présentait donc sous les auspices les plus favorables. Une double opération cependant, était indispensable pour arriver à ce résultat. Les mines de potasse d'Alsace, qui avaient été concédées sous le régime de la loi allemande de 1873, étaient devenues comme telles, la propriété des concessionnaires allemands. Il était donc nécessaire que l'Etat Français rachetât d'abord les mines séquestrées pour les amodier ensuite conformément à la loi du 9 septembre 1919.

Le problème posé restait toutefois assez simple. Malheureusement, au moment où tout le monde était d'accord, à la Chambre des Députés, pour remettre à une entreprise privée l'exploitation des mines de potasse, un désaccord d'un autre ordre se fit jour sur les modalités d'amodiation. Devait-on amodier à une société unique ou à plusieurs sociétés? Une discussion qui devait durer trois années s'instaura sur cette question. Finalement, le 21 février 1923, la société unique l'emporta et le projet voté par la Chambre fut transmis le 15 mars suivant au Sénat.

La Commission des Finances de la Haute-Assemblée examina le projet qui lui était soumis, mais alors qu'au lendemain des hostilités, elle n'aurait probablement pas fait d'objection au système d'amodiation, l'éloignement relatif de la guerre et de la liquidation des entreprises d'Etat permit à l'ancienne controverse de renaître. M. Léon Perrier fut chargé de rédiger un rapport tendant à la création d'un Office Industriel. Vingt mois furent nécessaires pour ce travail qui ne fut terminé que le 26 décembre 1924.

La politique agitée des années 1925 et 1926 et la crise financière qui suivit, empêchèrent toute discussion de ce rapport. Enfin, M. Léon Perrier étant devenu

Ministre des Colonies dans le Ministère d'Union Nationale de M. Poincaré, il fallut trouver un nouveau rapporteur.

Ce nouveau rapporteur fut M. Victor Peytral qui, faisant état des modifications proposées au rapport Perrier par le Gouvernement, élabora un second rapport dont le Sénat discuta les 15, 17, 22 et 24 novembre 1927. La discussion se termina par l'adoption d'un projet qui constituait les mines domaniales de Potasse en un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Transmis le 20 décembre 1927 à la Chambre des Députés, ce projet dort dans les cartons depuis cette date, malgré deux nouveaux rapports de M. Charlot au nom de la Commission des Mines, un projet élaboré par M. Pierre Forgeot lors de son rapide passage au Ministère des Travaux Publics, une proposition de loi de M. Louis Michel, en date du 28 mai 1931 et un dernier rapport de M. Brom, au nom de la Commission des Mines de la Chambre (2 décembre 1932).

En résumé, beaucoup d'idées ont été échangées, beaucoup de discours prononcés, mais de solution point.

Que devenaient les mines de potasse pendant ces interminables discussions ?

Soumises dès l'entrée des troupes à Mulhouse (17 novembre 1918), au contrôle militaire en la personne du Commandant Bélugou, elles étaient placées sous séquestre le 6 janvier 1919, à la suite d'une ordonnance rendue par le Président du Tribunal de Mulhouse. Cette période de séquestre qui dura plus de cinq années (6 janvier 1919, 22 avril 1924), devait connaître des alternatives de prospérité et de décadence qui firent couler beaucoup d'encre. En pleine prospérité pendant l'année 1920, les mines eurent en 1921, un déficit de quelques quinze millions.

Sans préjuger en rien de ces revirements de fortune, on peut dire à la décharge des séquestres, que le régime tout conservatoire auquel étaient soumises les mines,

entravait singulièrement le libre développement de l'exploitation qui leur était confiée.

Le rachat des mines (22 avril 1924), aurait dû logiquement mettre fin à ce régime transitoire. Les lenteurs des Chambres françaises, ainsi que nous l'avons vu, ne permirent pas cette amélioration et le Gouvernement ne put mieux faire que de créer par décret, le 22 août 1924, un nouveau régime provisoire, aujourd'hui encore en vigueur.

Un grave problème reste donc à résoudre par les Chambres, celui du régime définitif des mines domaniales. Ce n'est certes pas une mince question que d'élaborer une loi dont dépendent et l'avenir des mines, et la prospérité de l'agriculture française. « Dans l'état
« de civilisation avancée au milieu duquel nous vivons,
« disait M. Rocher, dans son premier rapport sur les
« Mines de potasse, les phénomènes économiques sont
« devenus d'une complexité telle que les réactions
« causées par un acte d'apparence isolé, s'étendent bien
« au-delà des limites prévues par une observation super-
« ficielle. Dans ce domaine, le législateur ne doit innover
« qu'après avoir soumis ses conceptions à une critique
« sévère basée sur les réalités, il ne lui est plus permis
« de se laisser simplement guider par un sentiment sous
« peine d'ébranler l'édifice tout entier. Sa décision doit
« être conditionnée par une analyse exacte de tous les
« éléments qui entrent en jeu. Et ce n'est qu'après s'être
« assuré que l'action de chacun d'eux sera concordante
« et contribuera au but assigné qu'il peut établir le
« statut que la situation exige ». (1).

Analyse des éléments entrant en jeu, critique sévère de la réalité, tels seront pour nous aussi les moyens que nous emploierons pour essayer de mener à bien ce travail. A cet effet, une double analyse s'impose : analyse des faits et analyse des idées.

(1) Rapport Rocher, documents parlementaires. Chambre, Annexe 2.607. S. O. 5 juin 1921.

L'analyse des faits qui formera les deux premières parties de notre ouvrage sera conditionnée : 1° par l'examen de l'industrie de la potasse en général ; 2° par l'étude du régime qui exploite depuis neuf ans les mines qui lui ont été confiées provisoirement ; il nous a semblé intéressant, en effet, au moment où les Chambres vont peut-être se prononcer d'une façon définitive sur le régime des mines de potasse, d'examiner une institution qui constitue une expérience dont on ne peut pas ne pas tenir compte dans les discussions à venir.

L'analyse des idées n'aura pas moins d'intérêt pour nous. Les propositions et projets de loi n'ont pas manqué depuis quatorze ans, et l'imagination n'a pas fait défaut à nos parlementaires. Nous pourrions donc glaner des suggestions susceptibles d'apporter des améliorations notables au régime proposé, ce sera la deuxième partie de cette étude.

Après avoir ainsi confronté faits et idées, nous essaierons enfin de dégager dans notre conclusion, le régime idéal des mines domaniales de potasse vers lequel tendent nos vœux.

PREMIERE PARTIE

Industrie et Commerce de la Potasse
jusqu'au régime provisoire

CHAPITRE I

LA POTASSE

DÉCOUVERTE DES MINES DE POTASSE LE MONOPOLE ALLEMAND

Lorsqu'en 1807, dans son laboratoire, Humphry Davy, soumettant à l'action d'une pile électrique l'hydrate de potasse, découvrait la véritable composition de la potasse en isolant le potassium de la molécule d'eau qu'elle contenait, l'illustre chimiste anglais ne soupçonnait pas l'avenir économique réservé à la matière qu'il traitait.

Si, en effet, du point de vue scientifique, la découverte d'Humphry Davy était une des plus importantes faites en chimie, puisqu'elle permettait de fixer la véritable nature des alcalis et des terres, du point de vue commercial, il n'en était pas de même. L'usage qu'on faisait de la potasse à cette époque était assez restreint. La potasse, réactif précieux, servait à la préparation d'un certain nombre d'oxydes, à la fabrication des savons et des verres. Elle servait encore à attaquer par voie sèche, les silicates et à cautériser les plaies (pierres

à cautère). Mais tous ces emplois ne nécessitaient pas de grandes quantités de potasse, et la consommation industrielle de ce produit était relativement restreinte.

D'ailleurs, si le besoin d'une plus grande quantité de potasse s'était fait sentir, il eut été sans doute difficile de le satisfaire. La potasse hydratée ($K O H$) appelée encore en chimie du seul nom de potasse (en opposition avec le langage commercial d'aujourd'hui qui appelle potasse le sous-oxyde de potassium ($K_2 O$) considéré commercialement comme potasse pure), la potasse hydratée était à cette époque extraite du carbonate de potasse que l'on obtenait en traitant les cendres des végétaux par l'eau. Le carbonate de potasse ainsi obtenu était soumis à l'action de l'hydrate de chaux ; il se formait du carbonate de chaux et il restait de la potasse hydratée ($K O H$). L'opération était longue, minutieuse et peu productive. La potasse était encore obtenue commercialement en partant des eaux mères des marais-salants, des lies de vin ou du suint de la laine des moutons, mais dans tous les cas, la quantité de potasse obtenue était relativement minime.

On en était là, lorsque, vers 1889, des forages furent entrepris à Stassfurt pour découvrir les mines de chlorure de sodium, qui, selon la théorie du savant saxon Borlach, devaient saler les sources de l'Allemagne centrale et les eaux de la Bode (1).

A une profondeur de 600 mètres, les prospecteurs touchèrent le chlorure de sodium recherché, mais les travaux parurent devoir être abandonnés en raison de la présence dans la solution alcaline recueillie de « matières impures » (2) en assez forte proportion.

(1) Revue générale des Sciences du 29 Février 1928.

J.-A. Douffiagues.

(2) Revue générale des Sciences du 29 Février 1928.

J.-A. Douffiagues.

Vers 1851 cependant, deux puits furent forés et le chlorure de sodium séparé à la main des matières impures.

Ce n'est qu'en 1859 que le chimiste Rose, par l'analyse des déchets de la mine, reconnut que ces matières impures étaient du chlorure double de potassium et de magnésium, d'une teneur en potasse pure de 6 à 12 %. Ce produit fut appelé CARNALLITE en souvenir de Von CARNALL, conseiller des mines, qui avait fait forer les premiers puits.

L'extraction des sels potassiques se révélant plus rémunératrice que celle du chlorure de sodium, l'exploitation minière du chlorure de sodium fut bientôt abandonnée pour celle des sels potassiques : les premières mines de potasse étaient nées.

Des sondages effectués il apparut nettement qu'un immense bassin potassique s'étendait « entre la Weser et la Haute-Elbe », sur un territoire limité au nord par une ligne Hanovre-Magdebourg et au sud par une ligne Cassel-Halle ; soit une superficie d'environ 1.500 Km².

Cette étendue considérable du bassin en même temps que la masse de potasse renfermée dans le sol (8.400 millions de tonnes de K₂O), permettaient une extraction intensive des sels potassiques. Mais les débouchés n'étaient pas en rapport avec cette capacité de production : l'industrie seule, à cette époque, employait la potasse et, dans tous les cas, en petites quantités.

C'est alors que les Allemands songèrent à employer dans un autre domaine, celui de l'agriculture, les propriétés de la potasse. La potasse est un des trois principes nutritifs les plus indispensables à la vie et à la croissance de la plante (azote, acide phosphorique, potasse). Or, si la potasse existe en grande quantité

dans la terre (1), elle s'y trouve surtout sous forme de micas et de feldspath; et, comme telle, n'est pas assimilable par les plantes. Il faut donc que les végétaux attendent que, peu à peu, une désagrégation physique s'opère pour prendre, au passage, les chlorures de potasse, nécessaires à leur vie.

L'idée est naturellement venue de donner abondamment aux plantes cette matière qui ne leur était distribuée que parcimonieusement par la nature, ou même refusée, lorsque la potasse, en réserve dans le sol, était épuisée, comme c'est le cas pour les terres cultivées depuis des centaines d'années. Les résultats des expériences furent aussitôt concluants, et l'on s'aperçut que les terres sur lesquelles avait été répandue de la carnallite, produisaient des céréales de beaucoup plus belles que celles récoltées sur les terres ordinaires : la plante était plus vigoureuse, le rendement meilleur en qualité et en quantité. Un nouveau débouché était créé.

Etablir une statistique montrant l'excédent quantitatif de récolte obtenu en donnant aux plantes la potasse dont elles ont besoin, est chose délicate; une foule d'autres éléments doivent être envisagés; la nature du sol, le genre de culture, la température, etc..., forment autant de facteurs qui doivent entrer en jeu.

Toutefois, une statistique, publiée dans « Les Mercuriales agricoles » (2), établit d'une façon certaine, malgré des incohérences inévitables, la relation qui existe entre l'emploi de la potasse en agriculture et le rendement du blé à l'hectare.

(1) D'après M. Matignon, une couche d'un mètre de terre sur toute la surface du globe renfermerait 39.000.000 de tonnes de potasse pure. (Revue scientifique 19-26 Avril 1919, page 225).

(2) Les Mercuriales agricoles.

PAYS	Quantité de potasse employée à l'hectare en 1927	Rendement de blé à l'hectare en 1928 Nombre de quint.
Hollande.....	41 kgs 0	33,3
Allemagne.....	35 kgs 6	22,3
Belgique.....	22 kgs 2	28,4
Suède.....	7 kgs 2	22,9
France.....	6 kgs 3	14,6
Grande - Bretagne et Irlande.....	5 kgs 8	24,1
Tchéco-Slovaquie	4 kgs 2	18,6
Danemark.....	4 kgs 1	32,6
Pologne.....	3 kgs 3	12,5
Espagne.....	1 kg 1	7,7
Italie.....	1 kg 0	12,5
Portugal.....	0 kg 1	4,6

Mais, bien plus que ces chiffres, le développement de l'emploi de la potasse en agriculture démontre l'excellence des sels potassiques dans ce domaine, en même temps que leur rendement rémunérateur.

Le débouché agricole ne devait d'ailleurs pas tarder à prendre peu à peu le pas sur le débouché industriel, tandis que la consommation de potasse dans l'industrie ne croissait que lentement, la consommation de potasse dans l'agriculture, partie de zéro, devait en peu de temps, dépasser les chiffres atteints dans l'autre branche.

Ce développement de l'emploi de la potasse est mis en évidence dans le tableau des ventes cité par M. J.-A. Douffiagues, dans un article publié dans la « *Revue générale des Sciences* », le 29 février 1928, et que nous avons complété avec les derniers chiffres communiqués :

ANNÉES	ALLEMAGNE			PAYS ÉTRANGERS			TOTAL des Ventes (4 + 7)
	Agricul- ture	Industrie	Total (2 + 3)	Agricul- ture	Industrie	Total (5 + 6)	
1885.....	9.030	24.836	33.866	32.964	17.790	50.754	84.620
1895.....	49.800	30.820	90.620	59.304	19.736	79.040	169.660
1905.....	202.109	47.117	249.226	204.754	29.287	234.041	483.267
1913.....	536.103	68.180	604.283	467.811	38.276	506.087	1.100.370
1920.....	646.421	44.097	690.518	224.577	8.549	223.126	933.644
1921.....	735.623	47.877	773.500	141.622	6.025	147.647	921.147
1922.....	889.786	77.637	967.423	317.472	10.654	328.121	1.295.544
1923.....	476.166	59.944	536.110	339.531	10.302	349.933	885.943
1924.....	446.162	56.294	502.456	—	—	339.604	842.060
1925.....	698.823	68.341	767.164	—	—	458.348	1.225.512
1926.....	—	—	694.274	—	—	405.599	1.099.873
1927.....	—	—	779.500	—	—	459.800	1.239.300
1928.....	—	—	869.300	—	—	532.100	1.421.400
1929.....	—	—	—	—	—	—	1.401.400

La découverte des mines de potasse et la naissance de ce nouveau débouché constituèrent bientôt une source de richesse appréciable pour l'Allemagne, d'autant plus appréciable d'ailleurs, que longtemps notre voisin d'Outre-Rhin fut le seul pays à pouvoir satisfaire aux besoins de sa consommation intérieure et aux besoins des pays étrangers. Jusqu'à la guerre, l'Allemagne eut le monopole de fait du marché des potasses.

On avait bien découvert à Kalusz, en Galicie, vers 1864, un gisement potassique, mais, outre que ce gisement était d'une importance médiocre, il était la possession de l'Autriche qui, sur la demande du Syndicat allemand des potasses, empêchait toute exploitation.

Un autre gisement, découvert à Suria (Catalogne espagnole) en 1912, n'était au commencement de la guerre qu'à ses débuts.

Le gisement de l'Erythrée (1911) était industriellement inexploitable; enfin, un certain nombre de petits gisements aux Etats-Unis, en Sicile, au Pérou, dans l'Oural, n'avaient pratiquement avant-guerre, aucune valeur commerciale. Un seul gisement aurait pu concurrencer sérieusement les mines allemandes, c'était le gisement alsacien. Mais l'Alsace était allemande lorsque le bassin fut mis en exploitation et nous verrons dans le chapitre suivant comment les mines de potasse d'Alsace furent jugulées, tant par le Kali Syndicat que par la législation allemande.

CHAPITRE II

DÉCOUVERTE DU GISEMENT ALSACIEN LE RÉGIME ALLEMAND

La découverte des mines de potasse d'Alsace se fit exactement dans les mêmes conditions que la découverte de celles d'Allemagne, à cela près qu'en Allemagne, au lieu du chlorure de sodium cherché, on trouva de la potasse, tandis qu'en Alsace, l'espoir de rencontrer du pétrole et de la houille aboutit également à la découverte de la potasse.

En 1904, M. Joseph Vogt, M. Zurcher, Mlle Amélie Zurcher et M. Grisez entreprirent des forages au nord-ouest de Mulhouse pour rechercher de la houille et du pétrole. A 368 mètres, la sonde des prospecteurs trouva du sel gemme, à 635 mètres une première couche de potasse, et à 649 mètres une seconde. Le gisement potassique d'Alsace était découvert.

Après avoir effectué 163 sondages un contour du gisement put être tracé, ce qui permit de déterminer que la couche supérieure du bassin de potasse avait une superficie d'environ 200 km² comprise à peu près dans un triangle inscrit entre les trois villes suivantes : Mulhouse, Cernay, Meyenheim ; la masse de potasse pure (K₂O) contenue dans les mines était évaluée à 300 millions de tonnes.

Que représentait ce nouveau bassin au regard des mines de Stassfurt ?

Si la superficie des mines et la quantité de potasse y contenue avaient été les seuls facteurs à considérer, les mines de potasse d'Alsace n'auraient pu soutenir que difficilement la comparaison avec celles d'Allemagne. D'une surface 7 fois et demi plus grande, ces dernières possédaient une réserve de 8.400 millions de tonnes de potasse pure, c'est-à-dire 28 fois plus élevée que celle du bassin alsacien. Ces chiffres toutefois n'avaient qu'une importance secondaire. La consommation annuelle de la potasse pure (K_2O) dans le monde en 1906, n'atteignait pas 250.000 tonnes, et c'est pendant des centaines d'années que les seules mines d'Alsace auraient pu fournir à la terre entière la potasse dont elle avait besoin : la masse de potasse accumulée ne pouvait donc entrer en ligne de compte, l'épuisement, malgré une exploitation intensive, ne devant avoir lieu qu'à une époque relativement éloignée.

Autrement importante, par contre, était la qualité des sels extraits, car elle pouvait jouer un rôle prépondérant dans la concurrence que ne manqueraient pas de faire les nouvelles mines potassiques. L'analyse révéla : 1° Que les sels alsaciens avaient une valeur supérieure à ceux du bassin allemand; 2° que la teneur en potasse était plus élevée dans les mines alsaciennes que dans les mines allemandes.

Les sels allemands composés principalement de carnallite, c'est-à-dire de chlorure de potassium et de magnésium, devaient être soumis à des opérations de triage coûteuses et compliquées qui avaient pour but de séparer le chlorure de potassium du chlorure de magnésium nuisible à l'agriculture. Les sels alsaciens, eux, ne contenaient pas de magnésium. Ils étaient constitués surtout par des sylvinites, chlorures doubles de potassium et de sodium qu'il suffisait de broyer pour obtenir des sels directement utilisables en agriculture.

Quant à la teneur en potasse des sylvinites, elle était notablement supérieure à celle des carnallites extraites de Stassfurt. Alors que les sylvinites alsaciennes conte-

naient de 12,5 à 22 % de potasse pure, les carnallites allemandes n'en contenaient guère plus de 6 à 12 % au maximum.

Les mines d'Alsace accusaient ainsi une supériorité évidente sur les mines allemandes, supériorité d'autant plus nette que leur situation et la proximité du Rhin donnaient un moyen de transport facile à la matière très pondéreuse qu'est la potasse.

Le danger de cette nouvelle concurrence n'échappa pas aux exploitants des mines de Stassfurt. Ce danger était encore accru par la crise intérieure que traversait à cette époque l'industrie potassique allemande. Après avoir eu à lutter pendant longtemps contre les raffineurs de sels (1), le nombre de puits s'était accru et la surproduction faisait son apparition. Si celle-ci se trouvait aggravée du fait de l'exploitation des nouvelles mines alsaciennes, les mines de Stassfurt, déjà désavantagées sous le rapport qualité de produits extraits, étaient destinées à une crise plus aiguë encore.

Le manque de capitaux pour les prospecteurs d'une part et la législation allemande de 1910 d'autre part, devaient éviter cette triste perspective aux exploitants d'Outre-Rhin.

Pour mener à bien les recherches qu'ils se proposaient d'entreprendre, Messieurs Joseph Vogt, Zurcher, Grisez et Mlle Amélie Zurcher avaient constitué un syndicat, le syndicat de la Bonne-Espérance. Celui-ci ne disposant que de moyens limités et les milieux financiers alsaciens n'apportant pas les concours pécuniaires nécessaires, le syndicat dût s'adresser à des banques allemandes pour terminer ses prospections.

A cet effet, il constitua une société minière (ou Gewerkschaft), qui prit le nom de société minière Amélie. Nous empruntons à M. Léon Perrier la définition de la Gewerkschaft : « La Gewerkschaft est une société

(1) A l'origine les sels extraits étaient traités par des fabriques indépendantes.

« à capital variable, divisé en 100 ou 1.000 parts
« minières ou kuxes, qui sont nominatives et transmis-
« sibles sous certaines conditions. Chaque kuxe cons-
« titue une quote-part de la mine, les propriétaires ne
« répondent, en principe, des dettes de la société, que
« jusqu'à concurrence de leur mise de fonds, mais ils
« peuvent être appelés à effectuer de nouveaux verse-
« ments pour les besoins de la société : c'est ce qu'on
« appelle les Zubussen. Par contre, la société procède
« à des répartitions (Ausbeute) qui comprennent les
« bénéfices, mais peuvent aussi comprendre le capital,
« et cela sans aucune formalité, puisque les sociétaires
« peuvent à tout moment être appelés à le restituer. La
« répartition peut même avoir pour objet des sommes
« empruntées. Enfin, les capitaux appelés (Zubussen)
« peuvent être passés par profits et pertes, sans paraître
« au bilan.

« La Gewerkschaft possède, sans aucune restriction,
« la propriété du gisement qui lui a été concédé (1) ».

De cette définition, il résulte que les capitalistes qui, sous le régime allemand, engageaient leur capitaux dans des concessions minières devenaient les maîtres absolus et perpétuels de la mine en cause.

Les banques allemandes ayant fourni une notable partie des fonds à la Société Amélie, celle-ci, probablement sous leur pression, devait, dès 1911, céder ses 78 concessions (17.800 hectares), à trois sociétés allemandes qui groupaient les exploitants des mines de Strassfurt, c'étaient :

- 1° Les Deutsche Kaliwerke, Actien Gesellschaft.
- 2° La Gewerkschaft Wintershall.
- 3° La Gewerkschaft Hohenzollern.

Les mines alsaciennes étaient jugulées.

Le syndicat que présidait M. Vogt, à l'aide de capitaux exclusivement français et alsaciens avait, sans doute, bien fait attribuer vingt-huit concessions à la

(1) Rapport Perrier.

Société par actions des mines de Kali-Sainte Thérèse, mais l'importance de cette dernière société, entièrement indépendante, il est vrai, était toute relative, étant donné que les terrains exploités par elle ne dépassaient pas 2.400 hectares. Elle ne pouvait donc concurrencer bien sérieusement les mines de Stassfurt et le surplus des mines alsaciennes.

L'aurait-elle voulu d'ailleurs que cela ne lui aurait pas été possible. Les mines de Kali-Sainte Thérèse, comme le surplus des mines de potasse alsaciennes placées sous le contrôle de la législation allemande, étaient soumises à la loi du 25 mai 1910 qui réglait le régime des mines de potasse en Allemagne.

Cette loi, qui avait pour but essentiel de réglementer en les limitant, l'extraction, la fabrication et la vente des sels potassiques, avait été promulguée, surtout pour empêcher les Américains d'exploiter d'une façon intensive les mines allemandes sur lesquelles ils avaient déjà mis la main et pour arrêter la concurrence que les exploitations se faisaient entre elles en raison de la surproduction.

A cet effet, deux organismes avaient été créés :

1° Un comité qui devait contingenter la production des mines ;

2° Un syndicat chargé des ventes (Kali syndicat)

Le comité composé en grande partie d'exploitants, avait pour but d'évaluer par avance la quantité de potasse qui serait consommée l'année suivante et de répartir le pourcentage entre les mines en fonction de leur capacité de production.

Quant au syndicat chargé des ventes, s'il n'était théoriquement que facultatif, il devenait pratiquement obligatoire, en raison de l'infériorité manifeste dans laquelle se trouvaient les exploitants qui n'en faisaient pas partie.

Les résultats donnés par cette organisation ne furent pas tels qu'on les avait espérés. La répartition des commandes en fonction de la capacité de production

eut comme conséquence d'inciter les exploitants à forer un nombre considérable de puits puisque le plus sûr moyen d'augmenter la capacité de production était d'augmenter le nombre de puits. Alors qu'on comptait en 1910, 79 puits seulement, 164 avaient été foncés en 1913 : la loi de 1910 avait donc eu un résultat opposé à celui qu'elle se proposait d'atteindre.

Mais si cette loi avait manqué son but principal et avoué, elle avait sûrement atteint son but secret. Comme toute exploitation à ses débuts, le bassin alsacien avait une capacité de production réduite. Comment dès lors aurait-il pu prospérer si l'on songe que du fait de la législation en vigueur, il était impossible d'exploiter à plein rendement les puits forés. Alors qu'en 1913, les 12 puits en exploitation auraient pu produire de 7 à 8.000 tonnes de potasse par jour, on ne leur permettait d'en extraire que 1.000 à peine.

Le tableau ci-dessous reflète exactement cet état de choses (1).

PRODUCTION ANNUELLE
SOUS LE RÉGIME ALLEMAND
(chiffres exprimés et tonnes métriques)

Années	Sels de Potasse		Cont. en Potasse pure K 2 O	
	Mines Seques- trées	Mines Kali-Ste Thérèse	Mines seques- trées	Mines Kali-Ste Thérèse
1910	38.841	»	7.357	»
1911	102.644	»	16.423	»
1912	137.243	»	21.958	656
1913	346.105	4.236	55.376	3.768

(1) Tableau Rapport Perrier, Annexe n° 746 J. O. S. E.,
22 Mars 1925 page 715.

Jusqu'en 1914, les mines alsaciennes furent donc exploitées au ralenti, d'une part, parce que les exploitants allemands n'avaient aucun intérêt à agir autrement puisqu'ils étaient propriétaires également des mines de Stassfurt; d'autre part, parce que la législation en vigueur ne le permettait pas.

La guerre ne devait pas changer sensiblement le tonnage extrait; après un fléchissement dans la production au début des hostilités, les années 1917 et 1918 devaient atteindre un chiffre d'extraction sensiblement égal à celui de 1913, quoique d'une façon toute différente.

Les puits à proximité du front ayant été à peu près délaissés, les plus éloignés de la ligne de feu furent intensivement exploités, probablement pour fournir la potasse nécessaire aux explosifs.

Le tableau suivant établit nettement cette extraction partielle (1) :

	1914	1915	1916	1917	1918
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Fernand	38.847	41.364	50.335	81.787	76.674
Amélie { 1 . . .	53.335	14.434	—	—	3.290
{ 2 . . .	30.550	—	—	—	—
Max	23.048	2.250	37.086	43.378	34.818
Joseph	23.197	—	—	—	—
Else	23.826	—	—	—	—
Théodore	39.244	22.698	90.623	159.044	173.706
Prince Eugène .	39.243	22.698			
Marie	15.143	5.457	12.910	4.344	27.151
Marie-Louise .	15.143	5.457	13.320	27.701	
Alex	24.310	—	300	3.877	14.860
Rodolphe					
Total	325.886	114.358	204.474	320.131	333.499

(1) Tableau figurant dans le rapport sur le bassin de potasse d'Alsace de Monsieur Pierre de Retz 1931.

En résumé, les mines alsaciennes n'ont eu sous le régime allemand qu'un développement limité et restreint. L'Allemagne avait déjà beaucoup trop de potasse pour porter attention au nouveau bassin qui, par ailleurs, pouvait nuire à ses mines de Stassfurt.

La politique allemande devait donc tendre à entraver le plus possible la production alsacienne et il faut avouer que le but recherché fut atteint. Mais le 11 novembre allait sonner et porter un coup fatal au monopole potassique allemand.

CHAPITRE III

LES MINES ALSACIENNES DE POTASSE SOUS LE RÉGIME MILITAIRE & LE SÉQUESTRE

Le 17 novembre 1918, les troupes françaises faisaient leur entrée solennelle dans Mulhouse reconquise et les mines de potasse étaient occupées militairement. Dès la fin du mois de novembre 1918, le chef d'escadron d'artillerie André Belugou était chargé de la direction technique des groupes allemands, tandis que M. Fernand Vogt, directeur des mines de Kali-Sainte Thérèse, déporté pendant la guerre, pouvait enfin reprendre la direction de son groupe, essentiellement constitué, comme nous l'avons vu, par des capitaux français et alsaciens.

L'état des mines à ce moment n'était rien moins que satisfaisant. Les puits les plus rapprochés du front, occupés pendant les hostilités par les troupes allemandes, avaient été soumis au bombardement des canons français et endommagés : l'un d'eux qui servait de dépôt de munitions avait même sauté à la suite d'un bombardement aérien. Plusieurs autres étaient noyés par suite de l'arrêt de l'épuisement des eaux.

Les mines plus éloignées du front n'étaient pas en meilleur état. Soumises à une extraction intensive pendant les deux dernières années de la guerre, leurs piliers

de soutien avaient été retaillés et elles n'offraient plus qu'une sécurité relative. Quant au mode d'extraction, il avait été lamentable : la couche inférieure qui avait la plus épaisse, avait seule été exploitée et l'exploitation de la couche supérieure qui aurait dû être en avance sur celle de la couche inférieure se trouvait au contraire de beaucoup en retard.

En dépit de cet état de chose défavorable, il importait de reprendre et de développer au plus vite l'extraction et l'exportation de la potasse alsacienne de peur que le Kalisynicat ne prit tous les débouchés étrangers. « La solution que nous devons rechercher — disait M. Rocher — doit être telle que la production maxima soit atteinte dans le temps minimum (1) ».

Le commandant Bélugou, d'accord avec M. Fernand Vogt fondait, dès le 14 décembre 1918, un bureau provisoire des mines de potasse chargé d'écouler la production du bassin alsacien.

Encore fallait-il produire abondamment !

Ce résultat était d'autant plus difficile à obtenir que, outre le mauvais état des mines, une grande partie des mineurs était allemande. Sur l'initiative du Commandant Bélugou, ce personnel d'Outre-Rhin fut remplacé insensiblement, par des employés et ouvriers français. Cette opération délicate effectuée sans heurt, est tout à l'honneur du régime militaire.

Ce fut sur ces deux mesures que prit fin le régime militaire français. Le 6 janvier 1919, conformément aux circulaires des 11 et 14 décembre 1918, le capitaine Laubenheimer était nommé administrateur séquestre par ordonnance du Tribunal Régional de Mulhouse.

Le 18 janvier de la même année, un deuxième séquestre, M. Paul Albert Helmer, avocat-avoué à Colmar était nommé, tandis que le capitaine Laubenheimer, démobilisé, quittait ses fonctions au mois de

(1) Chambre des Députés. Débats. J. O. 15 Mars, page 808

mai suivant. La période du séquestre qui devait durer plus de cinq ans commençait.

Si la gestion de ce régime ne fut pas à l'abri de toute critique, il faut pourtant convenir que pendant cette période, l'œuvre accomplie fut importante, tant par les résultats obtenus immédiatement, que par les conséquences qui en découlèrent. Ce n'était pas en trois mois évidemment, que le Commandant Bélugou avait pu réorganiser les mines : au moment de sa prise de possession, le séquestre trouvait seulement six puits sur treize en ordre de marche normale. « Marie-Louise, « Max, Théodore, Prince-Eugène, les deux Reichsland ; « avec des fabriques de chlorure à Amélie, à Théodore, « Prince-Eugène et à Reichsland. Par contre, le puits « Amélie I, arrêté pendant les postilités, venait juste de « reprendre son exploitation ; le puits Amélie II était « recouvert de sels cristallisés sur toute sa hauteur. Le « puits Joseph était arrêté et son moulin en construction détruit par le bombardement. Il en était de même « de la machine d'extraction de la mine Else. Dans le « puits Marie, la partie inférieure s'était éboulée par « suite de venue d'eau. Enfin, les deux puits Anna, en « fonçage, étaient noyés (1) ».

Malgré ce mauvais état général de l'entreprise, la production s'établissait en 1919 à 502.338 tonnes ; dès sa première année de gestion, le régime du séquestre augmentait de plus du quart la plus forte production obtenue avant-guerre (2).

Ces résultats prenaient d'autant plus de valeur qu'en cette même année 1919, les réparations nécessaires étaient apportées à un certain nombre de puits improductifs. C'est ainsi qu'au début de 1920, l'extraction pouvait être poursuivie dans les puits Amélie I, Amélie II, Marie, Joseph et Else.

(1) Rapport Rocher, Annexe J. O. 5 Juin 1921. S. O., page 506.

(2) La plus forte production avait été celle de 1913 où le chiffre de 346.105 tonnes avait été atteint.

L'année qui commençait s'annonçait sous des auspices favorables : elle devait marquer un progrès sensible sur l'année précédente. En douze mois, 1.066.199 tonnes furent extraites, la production de 1919 était doublée, celle de 1913 triplée.

Parallèlement à l'évolution industrielle que nous venons de voir, une transformation profonde avait été également accomplie dans la direction des mines. Les trois groupes du régime allemand :

Groupe Kaliwerke Aktien-Gesellschaft ;

Groupe Wintershall ;

Groupe Hohenzollern

avaient été écartés et quatre nouveaux groupes avec chacun un directeur français à sa tête avaient été formés :

Groupe Amélie-Max-Joseph-Else ;

Groupe Marie-Marie-Louise ;

Groupe Reichsland-Anna ;

Groupe Théodore-Prince-Eugène.

M. Pierre de Retz, directeur général avait été chargé de coordonner les efforts.

Le bureau provisoire de vente de potasse lui-même avait été remplacé par une société à responsabilité limitée de droit alsacien. « La Société Commerciale des Potasses d'Alsace ».

A cette nouvelle société était assigné un rôle identique à celui du Kalisyndicat allemand ; elle avait pour mission de vendre les sels extraits des Mines Domaniales et des mines de Kali-Sainte Thérèse et de répartir les commandes entre elles.

Les résultats de tous ces efforts dépassèrent les espérances et les bénéfices bruts qui avaient été de l'ordre de 25 millions de francs en 1919 passèrent en 1920 à 121 millions. Mais aussi importants qu'aient été ces bénéfices, il était une autre source de satisfaction. Le docteur Kohl, de Berlin, écrivait en effet : « On ne peut dissimuler la triste conclusion que, par suite de notre situation intérieure disloquée, la concurrence franco-alsacienne mérite une considération qui dé-

« passe toutes nos craintes passées, et cela pour le plus
« grand dommage de l'industrie allemande de la potasse,
« de notre change et de toute notre situation économique (1) ».

Un article allemand cependant dans la « *Deutsche-Bergwerks Zeitung* » aurait dû rendre prudents ceux qui présidaient aux destinées des mines domaniales, la situation, disait ce journal, « est absolument claire et
« sans équivoque : l'Alsace et l'Allemagne sont devenues concurrentes sur le marché mondial de la potasse.... C'est un fait que l'Alsace a pu trouver de
« gros débouchés en Amérique... Le développement de
« la concurrence a donc été favorisé pendant un an ; or,
« chacun sait qu'il est plus facile de ne pas laisser entrer
« l'adversaire dans une position que de l'en rejeter
« après... Il faut que pareille chose soit absolument
« empêchée à l'avenir. On ne laisse pas grandir les
« concurrents, après il est trop tard pour entreprendre
« quoi que ce soit (2) ».

La lutte s'annonçait donc prochaine ; de fait, dès le début de l'année 1921, la concurrence allemande, par suite de la baisse du mark, commença à se faire sentir lourdement. Une partie des capitaux disponibles ayant été immobilisée par le séquestre dans des travaux qui semblaient dépasser les limites de sa mission, la baisse des prix absorba, et au-delà les espèces liquides de la trésorerie, un emprunt de 15 millions dut être autorisé par l'administration judiciaire pour boucler les 16 millions de déficit de l'exercice 1921. Ce fut une véritable stupeur dans le monde parlementaire et les félicitations que l'on avait adressées au liquidateur pour avoir heureusement outrepassé sa mission, se transformèrent bientôt en blâmes sévères.

Une nouvelle réorganisation fut jugée nécessaire ; M. de Reitz fut à cet effet nommé liquidateur au même

(1). Gluekhauf 20 Mars 1920.

(2) Rapport Roher, Annexe S. O.5 Juin 1931.

titre que M. Paul Helmer : ce dernier devait d'ailleurs, peu après, se démettre de ses fonctions. M. Ernest Helmer, son frère, le remplaça en qualité de liquidateur juridique.

En outre, un conseil technique et financier, composé de trois membres, était chargé de son côté, de donner des avis au parquet, sur la gestion des liquidateurs.

Les mesures ainsi prises furent des plus efficaces et la production qui s'était ralentie de 25 % environ, durant l'année 1921, ne fut bientôt plus qu'un mauvais souvenir : dès 1923, 1.131.993 tonnes de sels étaient extraites.

Les chiffres contenus dans le tableau suivant établissent nettement le redressement opéré par l'administration du séquestre (1).

ANNÉES	Production des Mines		Bénéfices bruts	Pertes brutes
	en tonnes brutes extraites	teneur en potasse pure	(§)	(§)
			Fr.	Fr.
1919	502.338	80.374	25.251.318 70	»
1920	1.067.229	170.764	120.954.533 24	»
1921	758.607	121.377	»	16.020.379 76
1922	944.696	151.151	21.206.405 53	»
1923	1.131.993	181.119	36.035.722 12	»
			203.447.979 59	16.020.379 76

(§) Avant tous prélèvements pour amortissements et réserves.

En définitive, l'administration du séquestre a accompli dans des conditions satisfaisantes, sauf pendant l'année 1921, la mission qui lui était dévolue. Pourtant un « doute trouble notre entendement ». On peut certes

(1) Tableau: les mines domaniales de potasse d'Alsace, Douffhagues, page 20.

se réjouir des résultats obtenus par les séquestres qui ont su développer intensivement la production des mines et conquérir les débouchés indispensables au détriment du Kali-Syndicat, il n'en faut pas moins regretter cependant que les bénéfices réalisés, ainsi que les aménagements ou plus-values apportés aux mines aient profité, suivant les principes posés dans le traité de Versailles, aux Allemands, puisque le produit des mines devait continuer à être porté au Crédit de l'Allemagne jusqu'au jour de la liquidation définitive. On est ainsi arrivé à ce résultat paradoxal de voir les Français eux-mêmes travailler à amortir les dettes de guerre de l'Allemagne, puisque le prix de rachat des mines de potasse devait venir en déduction des dettes allemandes.

Cette conséquence invraisemblable, il est vrai, a perdu aujourd'hui beaucoup de son importance. Ce que sont devenues les dettes allemandes, les récentes conférences internationales nous l'ont montré. L'essentiel était de faire rapidement une place dans le monde aux mines alsaciennes de potasse en intensifiant leur production : ce but pleinement atteint, c'est cela seul qui doit compter.

CHAPITRE IV

LE RACHAT DES MINES

Malgré tout l'intérêt qu'il y aurait eu à racheter les mines alsaciennes de potasse, dès la fin de la guerre, cette acquisition, nous venons de le voir, n'avait pas été réalisée. Les lenteurs gouvernementales et parlementaires n'avaient pu faire mieux que de déposer le 28 juin 1920, c'est-à-dire plus de dix-huit mois après la fin des hostilités, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 150 millions pour l'acquisition des mines de potasse. Renvoyé à la Commission des mines, ce projet de loi subit diverses modifications dont la plus importante réduisait de 150 millions à 75 millions le montant du Crédit ouvert : la Chambre des Députés, le 30 juillet 1920, se mettait d'accord sur ce texte ainsi modifié, texte qui était aussitôt transmis au Sénat.

La Commission des Finances de la Haute-Assemblée saisie du projet de loi, mit quatre mois et demi pour formuler son avis, ce n'est que le 16 décembre 1920 qu'elle fit connaître son intention de demander la disjonction de l'ouverture de crédit, estimant qu'il n'était pas nécessaire de voter de crédit, puisque le prix des mines serait déterminé par autorité de justice. C'est à cet avis que se rangèrent le Sénat le 3 février 1921, et la Chambre, le 11 mars de la même année ; le reste du

projet adopté sans changement est devenu la loi du 26 mars 1921, ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — Le Commissaire général de
« la République, à Strasbourg, est autorisé à se porter
« acquéreur, au nom de l'Etat Français, des biens, des
« droits et des intérêts afférents aux concessions et
« exploitations des mines de potasse du Haut-Rhin, qui
« seront liquidés par application de l'article 74 du
« Traité de paix du 28 juin 1919.

« ART. 2. — Il sera statué par une loi ultérieure,
« sur les conditions dans lesquelles il sera procédé par
« le Gouvernement, à l'amodiation ou à la concession
« des biens, droits et intérêts visés par l'article pré-
« cédent.

« ART. 3. — A partir du jour de l'acquisition par
« l'Etat des biens et droits séquestrés et jusqu'au jour
« où l'amodiation définitive entrera en vigueur, l'ex-
« ploitation industrielle et commerciale sera continuée
« par le séquestre actuel à un titre d'administrateur
« désigné par un arrêté du Ministre des Travaux Pu-
« blics, après accord avec le Ministre de l'Agriculture.

« La gestion de l'administrateur provisoire sera
« contrôlée par le service des Mines et l'Office des
« engrais ».

Malgré son extrême brièveté, cette loi était cependant suffisante pour permettre le rachat immédiat des mines puisqu'elle fixait les deux points, en l'occurrence les plus importants, les modalités du rachat et de l'exploitation provisoire des mines de potasse.

Les modalités du rachat étaient assez spéciales. L'article 270 du Traité de Paix avait prévu la liquidation des biens appartenant à des ressortissants allemands sur le territoire des puissances alliées ou associées. Celle-ci devait avoir lieu conformément aux lois de l'Etat, allié ou associé intéressé et l'évaluation des biens était déterminée par la législation du pays dans lequel les biens étaient liquidés, le produit net devant être porté au crédit du pays acquéreur, par l'intermédiaire de l'Office

de Vérification et de Compensation institué par la Section III du traité et l'annexe jointe à cette section.

La question de l'exploitation provisoire prévue dans l'article 3 était plus délicate et aurait pu soulever davantage d'objections : la hâte d'arriver à un rachat rapide peut seule expliquer le consentement de la Chambre à voir le séquestre se succéder en qualité d'administrateur provisoire.

Les mines alsaciennes auraient donc pu être rachetées dès 1921, si le Gouvernement l'avait voulu. Malheureusement, cette loi arrivait déjà un peu tard. Les signes précurseurs de la crise que devaient traverser les mines de potasse commençaient à poindre, partant, l'avenir de cette industrie pouvait paraître incertain et militer en faveur d'un ajournement de la question.

La situation était cependant assez stable et l'horizon suffisamment clair pour qu'en 1922 le rachat fut réalisé pour le compte de l'Etat Français. Des influences qui n'étaient peut-être pas toutes désintéressées, retardèrent l'exécution de la loi du 26 mars 1921 (1) et ce n'est que le 22 avril 1924 que le Tribunal de Première Instance de Mulhouse autorisa la vente amiable des mines séquestrées. L'acte de vente passé en suite de ce jugement, le 24 mai suivant, stipulait que :

A. — Etaient cédés à l'Etat :

« 1° Les concessions, les immeubles par nature ou
« par destination, les meubles meublants, les droits
« immobiliers, les participations dans d'autres sociétés ;

« 2° Les approvisionnements en magasin (matières
« consommables, outils, matériaux, etc..., n'ayant pas
« encore reçu d'affectation spéciale), les marchandises
« existant dans les magasins de vente (coopératives), les
« stocks de sel existant à l'intérieur ou sur le carreau
« des mines, ou remis en consignment pour la vente à
« la société commerciale ;

« 3° Les espèces en caisse et en banque, les valeurs

(1) Les mines domaniales. Richou.

« en portefeuille, les traites et les remises, les titres,
« les créances et avances de fonds et notamment la
« créance sur la société commerciale résultant des sels
« vendus par celle-ci et, d'une façon générale, tous les
« biens, droits et intérêts afférents à l'exploitation des
« mines de potasse sous séquestre et figurant au poste
« actif de l'inventaire à la date du 1^{er} janvier 1924.

B. — Etaient à la charge de l'Etat :

« Les dettes de toute nature figurant au passif de
« l'inventaire au 1^{er} janvier 1924, à l'exception des
« charges de toute nature afférentes à la période anté-
« rieure à la mise sous séquestre et notamment des
« dettes obligatoires et des emprunts qui restent au
« compte de la liquidation.

« Toutefois, sous réserve des dispositions de l'article
« 4, l'office des biens et intérêts privés, reste respon-
« sable de l'Administration du séquestre et a seul qualité
« pour défendre aux instances relatives à cette admi-
« nistration ».

Le prix de vente fixé par le Tribunal était de
207.959.754 fr. 53 payables en 17 annuités de la façon
suivante :

La première de 12 millions de francs (déduction
faite toutefois des avances du liquidateur juridique,
postérieurement au 1^{er} janvier 1924), le 22 mai 1924.

Les dix suivantes de dix millions de francs chacune,
le premier janvier de chacune des années de 1925 à
1934.

Les cinq suivantes de quinze millions de francs cha-
cune, le premier janvier de chacune des années de
1935 à 1939.

La dernière de la totalité du solde restant à payer le
premier janvier 1940.

L'appréciation des conditions de ce contrat est très
difficile, par suite du manque de points de comparaison.

L'évaluation des concessions minières fut faite par
les soins de M. Crussard, ingénieur en chef au corps
des mines, à Nancy, d'après les pièces financières et

comptables établies par l'administration allemande. Cette évaluation s'est en fait, révélée très favorable à la France en raison de la chute du mark et du franc et surtout par suite du développement très rapide des ventes de sels de potasse, ce qui a permis de payer sur les bénéfices la plus grande partie des immobilisations nécessaires à l'accroissement de la production.

En outre, le mode de paiement présentait un avantage appréciable; le paiement échelonné sur plusieurs années pouvait permettre aux mines de produire les fonds indispensables pour couvrir leur rachat : l'Etat devenait ainsi propriétaire d'un bien important sans engager de capitaux. Jusqu'à présent, les mines domaniales ont payé chaque année une part de leur valeur d'achat sur les bénéfices de l'affaire : l'opération réalisée était donc doublement avantageuse. Restait à résoudre la question d'exploitation des mines, ce sera le régime provisoire.

DEUXIEME PARTIE

Régime Provisoire

CHAPITRE I

LE RÉGIME PROVISOIRE

Les mines rachetées rentrant dans la catégorie des bien susceptibles de propriété privée, tombaient normalement dans le domaine privé de l'Etat. Comme telles, elles auraient dû être gérées par l'Administration des Domaines : en agissant ainsi, l'Etat se serait conformé aux lois ordinaires qui règlent ses biens.

Mais la loi du 26 mars 1921 qui autorisait l'acquisition des Mines de potasse d'Alsace par l'Etat Français, prévoyait, nous l'avons vu, que jusqu'au jour où l'amodiation définitive entrerait en vigueur, l'exploitation industrielle et commerciale serait continuée par le séquestre à titre d'administrateur provisoire ou, à son défaut, par un administrateur désigné en vertu d'un arrêté du Ministre des Travaux Publics après accord avec le Ministre de l'Agriculture. Le pouvoir législatif entendait donc soustraire au régime ordinaire les mines rachetées et les exploiter au moyen d'un régime provisoire. Ce procédé n'était pas nouveau, pas plus d'ailleurs que les motifs qui militaient en faveur de cette exception au régime ordinaire.

Lorsqu'à la suite de plusieurs faillites, l'Etat décida de racheter les réseaux de chemins de fer des Charentes et de Vendée, le Ministre des Travaux Publics « fut chargé d'assurer l'exploitation provisoire de ces

lignes à l'aide de tels moyens qu'il jugerait le moins onéreux pour le Trésor ». (Loi du 18 mai 1878).

A la suite de cette loi, un décret en date du 25 mai 1878 avait été pris qui organisait l'exploitation du réseau et l'érigéait aux termes de l'article 2 en un service distinct confié, sous l'autorité du Ministre, à un conseil d'administration composé de neuf membres et à un Directeur relevant de ce Conseil.

C'est à peu de chose près, semble-t-il, l'organisation préconisée par le décret du 22 août 1924 qui confiait l'exploitation des mines de potasse à un directeur nommé par le Ministre des Travaux Publics et qui instituait un Conseil provisoire des Mines Domaniales chargé de donner des avis.

Cette quasi-similitude de solution dans l'un et l'autre cas procédait certainement du même souci qu'avait le législateur de créer une exploitation analogue à celle du commerce ordinaire et d'instituer un régime qui peut durer ou prendre fin à la volonté du Parlement. Aussi bien les motifs qu'invoquait en 1878, M. de Freycinet, ont-ils été ceux qui, sans aucun doute, ont présidé à l'élaboration du régime provisoire des Mines de potasse. « Le point de vue, auquel nous sommes placés —
« disait M. de Freycinet — mon collègue des Finances
« et moi, a été de créer un état provisoire qui put prendre fin ou durer à la volonté du Parlement, sans
« apporter aucune perturbation ni dans l'ensemble des
« services, ni dans l'intérieur même du service à constituer... »

« Il fallait que l'autonomie du service particulier fut
« respectée, de telle sorte qu'à un moment donné, sa
« disparition, par suite de son retour à l'industrie privée, n'entraînât aucun remaniement, ni aucun déplacement de personnel... Nous espérons avoir ainsi
« résolu la transmission qui va s'opérer dans les lignes
« rachetées ; comme celle qui s'opérera plus tard quand
« elle fera retour à l'industrie privée... En attendant

« que les bases du régime définitif soient fixées, il importe de ne pas écarter le concours, même transitoire, de l'industrie privée ».

« La création d'un Conseil d'administration investi d'attributions analogues à celles des Conseils d'administration des Compagnies, permettra à l'Etat de se tenir en quelque sorte, en dehors d'une sphère qui ne paraît pas faite pour lui ».

Ne pas influencer sur la décision à intervenir et exploiter comme un industriel ordinaire, tels étaient les soucis de M. de Freycinet lorsque l'Etat dut exploiter provisoirement les chemins de fer. Telle semble avoir été aussi la double mission confiée au régime qui exploite encore les mines domaniales de potasse.

La réalisation de ces deux buts d'apparence facile n'allait cependant pas sans de grosses difficultés. Pour conserver dans une administration unique tous les éléments des mines, il était nécessaire de remettre ceux-ci à un service spécial : mais en opérant ainsi n'allait-on pas risquer d'établir une exploitation industrielle d'Etat qui, comme pour les chemins de fer, prédisposerait les parlementaires à accueillir favorablement une exploitation directe de l'Etat ?

D'autre part, comment le régime provisoire pourrait-il exploiter les mines à la façon de n'importe quel industriel, si l'on songe qu'en tant que service public il serait soumis à toutes les règles de la comptabilité administrative, qui, pour la plupart, sont assez éloignées des règles commerciales ordinaires ?

Ces difficultés ne sont peut-être pas étrangères au retard apporté dans la promulgation du décret qui devait fixer d'une façon un peu plus complète que la loi du 26 mars 1921 ne l'avait fait, le mode d'exploitation du nouveau régime.

Acquises définitivement le 24 mai 1924, le décret fixant le régime provisoires des Mines Domaniales de potasse ne parut que le 22 août suivant, c'est-à-dire avec

un retard de trois mois. Encore était-il extrêmement bref : trois mesures principales étaient prises.

La première confie l'exploitation des mines à un directeur nommé par le Ministre des Travaux Publics et « agissant sous son autorité, ce directeur assure la direction des mines (article 1), établit annuellement un projet de budget (article 3), est chargé de l'établissement des titres de recettes et de l'établissement des dépenses (article 4).

La deuxième mesure institue un Conseil provisoire des Mines Domaniales de potasse dont il fixe la composition comme il suit :

3 membres représentant l'Administration des Travaux publics ;

2 membres désignés sur la proposition du Ministre des Finances ;

2 membres désignés sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

1 membre désigné sur la proposition du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de Prévoyance Sociale ;

2 représentants des Associations agricoles ;

1 représentant des Chambres de Commerce ;

1 technicien de l'industrie minière.

Ce conseil provisoire donne au Ministre des Travaux Publics des avis sur la gestion des mines (article 2) et examine le projet de budget que lui soumet le directeur (article 3).

Enfin, dernière disposition, un agent comptable est chargé du recouvrement des recettes et du paiement des dépenses sous le contrôle de la Cour des Comptes.

La brièveté de ce décret laissait une latitude assez grande aux personnes chargées de l'exploitation des mines : celui-ci ne constituait qu'un cadre rigide dans lequel l'initiative privée avait une place relativement importante. Mais le fait, que le régime établi, se trouvait être en somme un service public ordinaire dont le directeur « agissant sur l'autorité du Ministre des Travaux

Publics n'était que le chef, ce fait rendait applicables au Régime provisoire des mines domaniales, toutes les règles administratives ainsi que toutes les règles de la comptabilité publique; toutefois, le caractère spécial et original du service ainsi créé soulevait une foule de points nouveaux qui laissaient au Directeur une liberté d'action que les termes généraux du décret du 22 août 1924 n'abolissaient point.

Cet état de choses qui permettait d'agir au mieux des intérêts des mines pouvait aussi constituer en d'autres mains un danger sérieux et comme le régime « durait » de plus en plus, et que rien ne faisait prévoir sa fin prochaine, il apparut bientôt qu'il serait nécessaire à la fois d'éluder des règles administratives trop anti-commerciales et corrélativement de fixer plus rigoureusement les attributions de chacun des organes chargés de l'exploitation des mines.

L'expérience aidant, le premier résultat fut atteint par une série de décrets et de lois s'étendant de 1925 à 1932. Le premier décret pris en ce sens date du 2 avril 1925. Il porte dérogation à l'article 10 du décret du 31 mai 1862 et autorise le paiement avant livraison ou exécution, de partie des commandes, de matériel, de fourniture ou de travaux passés par les Mines.

Le 13 juillet suivant, la loi des finances portant fixation du budget général de l'exercice 1925, exonérait les mémoires et marchés des mines domaniales des droits de timbre et d'enregistrement, ceci en opposition avec l'article 78 de la loi du 15 mai 1818 (1) et de l'article

(1) **Article 78 de la loi du 15 Mai 1818.** — Demeurent assujettis au timbre et à l'enregistrement sur la minute, dans le délai de vingt jours, conformément aux lois existantes :

1° Les actes des autorités administratives et des Etablissements publics, portant transmission de propriété, d'usufruit et de jouissance, les adjudications ou marchés de toute nature, aux enchères, au rabais ou sur soumission.

2° Les cautionnements relatifs à ces actes.

12 de la loi du 13 Brumaire, an 7 (1). Désormais, les dispositions de l'article 32 de la loi du 11 juin 1859 (2) devenaient applicables en la matière.

Enfin, le 13 août suivant, un décret autorisait la passation de gré à gré, des marchés de fournitures et de travaux.

Deux autres dispositions en date respectivement des 29 avril 1926 et 14 avril 1932, complètent ces mesures, la première en rendant inapplicable aux mines domania-

(1) **Article 12 de la loi du 13 brumaire an 7.** — Sont assujettis au droit de timbre, établi en raison de la dimension, tous les papiers à employer pour des actes et écritures, soit publics, soit privés, savoir :

1°

2° Les registres de l'autorité judiciaire ou s'écrivent des actes sujets à l'enregistrement sur les minutes, et les répertoires des greffiers, ceux des administrations centrales et municipales, tenus pour objets qui leur sont particuliers et n'ayant point de rapport à l'administration générale et les répertoires de leurs sociétaires... ceux des receveurs des droits et des revenus des communes et des établissements publics... et généralement tous livres, registres et minutes de lettres qui sont de nature à être produits en justice et dans le cas d'y faire foi, ainsi que les extraits, copies et expéditions qui sont délivrés desdits livres et registres.

(2) **Article 22 de la loi du 11 Juin 1859.** — Les marchés et traités réputés actes de commerce par les articles 632, 633, 634, N° 1 du Code de Commerce faits ou passés sous signature privée, et donnant lieu au droit proportionnel suivant l'article 69 part 3 N° 1 et part 5 N° 1 de la loi du 22 frimaire an VII, seront enregistrés provisoirement moyennant un droit fixe de 2 francs et les autres droits fixes auxquels leurs dispositions peuvent donner ouverture d'après les lois en vigueur. Les droits proportionnels édictés par ledit article seront perçus lorsqu'un jugement portant condamnation, liquidation, collocation ou reconnaissance interviendra, sur ces marchés ou traités, ou qu'un acte public sera fait ou rédigé en conséquence, mais seulement sur la partie du prix ou des sommes faisant l'objet, soit de la condamnation, liquidation, collocation ou reconnaissance, soit des dispositions de l'acte public.

les l'article 29 de la loi du 13 Brumaire, an VII (1), la seconde, en autorisant par dérogation aux dispositions du décret du 18 novembre 1882, la passation sur simple facture ou simple mémoire de certains marchés de fournitures, de travaux ou de transports.

Comme contre-partie à cette émancipation administrative, un arrêté du 31 août 1925 fixait plus strictement les attributions du Directeur Général et de l'agent-comptable des mines domaniales, en même temps qu'il précisait les fonctions du Conseil provisoire.

Le Directeur Général, dit cet arrêté, chargé sous l'autorité du Ministre des Travaux Publics, d'assurer l'exploitation des mines réside à Mulhouse, il assiste avec voix consultative à celles des délibérations du Conseil provisoire auxquelles celui-ci juge bon de le convoquer, il a sous ses ordres le personnel des mines à l'exception du secrétaire général du Conseil provisoire et du personnel attaché au Secrétariat qui sont sous les ordres du Président du Conseil provisoire (article 1).

Les contrats, traités ou marchés sont passés par le directeur général, sauf ceux dont l'importance dépasse 300.000 francs qui sont soumis à l'approbation du Conseil d'Administration provisoire.

Les locations d'immeubles pour plus de dix-huit ans, les placements de fonds, transferts et aliénations de valeurs mobilières, les nominations et révocations du personnel supérieur des mines sont également soumis au Conseil provisoire. En cas d'avis défavorable de ce dernier, il en est référé au Ministre des Travaux Publics (article 2).

Le Directeur général est encore chargé de l'établissement des titres de recettes et de l'ordonnancement des dépenses, il tient en outre une comptabilité d'ordonna-

(1) **Article 29 de la loi du 13 brumaire an VII.** — Le timbre des quittances fournies à la République, ou délivrées en son nom, est à la charge des particuliers qui les donnent ou les reçoivent, il en est de même pour tous actes entre la République et les citoyens.

teur, une comptabilité procédant des lois et usages du commerce, ce qui permet de dégager les résultats industriels de l'exploitation des Mines domaniales (article 5).

Enfin le directeur général dresse à la fin de chaque exercice son compte d'administration, un inventaire de la situation active et passive des mines, un compte de profits et pertes et un bilan résumant l'inventaire ainsi qu'un rapport d'ensemble (article 7), il transmet au comptable les ordres de recettes, les budgets et les autorisations spéciales (article 10), il mandate toutes dépenses (article 14), et arrête les livres de l'agent comptable à la fin de chaque gestion (article 20).

Le Conseil provisoire a une mission de surveillance ; à cet effet, le directeur général doit lui rendre compte mensuellement de sa gestion (article 6), lui soumettre chaque année son compte d'administration, un bilan, ainsi qu'un rapport d'ensemble (article 7). Sur le vu de ces pièces, le Conseil d'administration propose au Ministre des Travaux Publics les prélèvements et les amortissements à effectuer ainsi que les réserves à constituer.

A côté du directeur général et du Conseil d'Administration se trouve l'agent comptable nommé par le Ministre des Finances et le Ministre des Travaux Publics. Chargé de la rentrée des revenus, créances et autres ressources des mines domaniales, il rend compte sans délai au Directeur général des recouvrements qui n'ont pu être opérés. Responsable des titres et valeurs appartenant aux mines, il ne peut s'en dessaisir sans un ordre du directeur général également.

Justiciable de la Cour des Comptes, l'agent comptable doit fournir un cautionnement et soumettre ses comptes aux vérifications de l'inspection générale des Finances (article 9). A cet effet, l'agent comptable doit tenir pour la description des opérations qu'il effectue. (article 19) :

1° Un livre de caisse sur lequel il mentionne les recettes et versements d'espèces effectués à la caisse des mines, avec, en regard, l'indication du numéro

d'ordre et de la date des titres de perception ou de versements correspondants ;

2° Un quittancier à souche pour les recettes ;

3° Un livre-journal sur lequel il inscrit chaque jour à leur date, toutes les opérations de recettes et de dépenses effectuées par lui, avec en regard, l'indication du numéro d'ordre et de la date des titres de perception et des ordres de paiement correspondants ;

4° Un grand livre représentant le report à chacun des comptes qui y sont ouverts, des recettes et des dépenses inscrites au livre-journal.

5° Un livre des effets à recouvrer sur lequel il inscrit, avec un numéro d'ordre, les titres de perception qui lui ont été transmis ainsi que la mention de l'encaissement des produits correspondants, ou de l'avis de l'annulation qui lui a été délivré ;

6° Un livre des effets à payer sur lequel il inscrit de la même façon les mandats et ordres de paiement qui lui ont été transmis, ainsi que la mention du paiement ou de l'avis d'annulation qui lui a été délivré ;

7° Un livre d'inventaire des titres et valeurs appartenant aux Mines avec mentions des dates d'acquisition ou d'aliénation et des titres de versements ou de perception correspondants.

Toutefois, il est permis à l'agent comptable d'ouvrir tous comptes hors budget, à charge par lui d'en informer le Ministre des Finances (article 20).

Enfin, chaque année, l'agent comptable adresse son compte d'exercice au Ministre des Finances, tandis qu'il fait parvenir à la Cour des Comptes les pièces justificatives accompagnées des bordereaux nécessaires et d'un inventaire (article 21).

L'arrêt rendu par la Cour des Comptes sur le compte de l'agent comptable est notifié par le greffier en chef de la Cour (article 22).

Après la lecture de ces différents textes, nous serions très embarrassés si nous devions classer dans une catégorie quelconque, le régime provisoire. Privées de la

personnalité civile, les Mines domaniales ne peuvent constituer un établissement public, elles se rattachent donc, par ce côté du moins, à un service public, mais à un service public très spécial, du fait qu'une certaine autonomie financière leur a été donnée.

Les règles qui apparaissaient particulièrement gênantes ont été en partie éludées, telles que les règles de l'universalité et de l'unité budgétaire, les règles de la spécialité par chapitre et par exercice : la règle de l'autorisation préalable de toutes les dépenses par le Parlement, les règles de la comptabilité publique.

La règle de l'universalité budgétaire aurait voulu que toute dépense et toute recette figurât dans le budget de la Chambre et la règle de l'unité que toutes les dépenses et recettes fussent en quelque sorte disséminées dans les différents postes de ce même budget. On conçoit facilement les difficultés inhérentes à un pareil système dans une entreprise à caractère commercial ou industriel. Comment, d'ailleurs, aurait-il été possible de distinguer entre les dépenses d'exploitation et les dépenses de premier établissement puisque le budget n'enregistre que des mouvements annuels de dépenses et de recettes et ne fait point apparaître un élément indispensable du bilan, le capital de premier établissement. Le régime provisoire des Mines domaniales, par suite de la création d'un agent comptable et en outre de son organisation propre, n'était pas soumis à ces obligations fort gênantes, pourtant dans le silence des textes, une conséquence de ces deux règles lui restait applicable. Service public, les Mines domaniales ne pouvaient tirer leurs ressources que du produit de leur activité ou des impôts.

Il leur est donc impossible, sans l'autorisation expresse et spéciale d'une loi de recourir à l'emprunt, ce qui ne manque pas d'être gênant pour une entreprise industrielle. Cet inconvénient toutefois, a été momentanément écarté puisque l'article 119 de la loi du 31 mars 1931 a autorisé pour l'exercice 1931-1932, l'émission

•

éventuelle des bons à court terme pour les besoins des mines.

Les règles de la spécialité, tant par chapitre que par exercice, ne sont pas non plus applicables au régime provisoire, pas plus d'ailleurs que la règle de l'autorisation préalable des dépenses, puisque le décret du 22 août 1924 a préposé l'agent comptable au recouvrement des recettes et au paiement des dépenses. Quant aux règles de la comptabilité publique, les différents textes que nous avons cités plus haut, montrent qu'elles ont à peu près toutes été éludées, seule la tenue des comptes des Mines domaniales en la forme administrative reste en vigueur actuellement dans la comptabilité.

C'est à peu près la seule règle qui, encore à l'heure actuelle, gêne le libre développement des Mines domaniales ; celles-ci ont donc échappé en réalité à presque toutes les obligations découlant de leur nature du service public : aussi notre embarras est grand pour qualifier exactement l'entreprise industrielle d'Etat que constituent les mines domaniales. En droit, nous ne pouvons pas dire que celles-ci constituent un établissement public puisqu'elles n'ont pas de personnalité civile et que par exemple, elles ne peuvent se faire valablement représenter en justice que par une personne habilitée par le Ministre des Travaux Publics, en fait, pourtant, l'autonomie financière dont elles ont joui les assimile beaucoup plus à une personne distincte de l'Etat qu'à la personne Etat elle-même : tel est le régime hybride dont nous allons maintenant examiner l'œuvre.

CHAPITRE II

L'EXPLOITATION DES MINES DE POTASSE PAR LE RÉGIME PROVISOIRE

La tâche qui avait incombé au régime du séquestre, en 1919, restait la même pour le régime provisoire à ses débuts. Malgré le développement intensif de l'exploitation sous le régime précédent, les besoins de chaque jour plus pressants de l'agriculture rendaient insuffisantes les installations existantes. Une lourde tâche restait à accomplir.

A celle-ci, le régime provisoire n'allait point faillir et pendant six ans (1924-1929), il allait mettre tout en œuvre pour satisfaire aux demandes sans cesse croissantes de la clientèle.

Cependant, cette « soif » de potasse, que certains avaient pu croire insatiable, devait un jour se calmer : la crise, avec son cortège de restrictions, devait réduire sensiblement la consommation de ce produit, et, dès 1930, la direction des Mines Domaniales devait adopter une ligne de conduite diamétralement opposée à celle qu'elle avait suivie jusque-là : la restriction de l'extraction au prorata des commandes s'imposait si l'on ne voulait pas voir s'amasser des stocks par trop considérables.

Cette opposition de directive nous obligera à consi-

dérer l'œuvre du régime provisoire sous deux aspects très différents. Nous examinerons tout d'abord comment, de 1924 à 1929 inclus, le régime provisoire a augmenté chaque année sa production et ses bénéfices; nous verrons ensuite comment, de 1930 jusqu'à la période la plus récente, ce même régime a réduit son extraction et fait face à la crise.

Première période — Années 1924 à 1929

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
DES MINES DOMANIALES
ET L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION

La première période du régime provisoire constitue en quelque sorte, comme nous le disions au début de ce chapitre, le prolongement de la gestion du séquestre dans le développement et l'augmentation de la production. Toutefois, la solution du problème qui se posait au nouveau régime était plus délicate que celle qui avait incombé au séquestre. Si celui-ci avait pris les mines en mauvais état, il est certain cependant qu'il n'avait eu qu'à mettre en valeur des puits d'une capacité de production bien supérieure au chiffre d'extraction limité, imposé par le régime allemand. Le régime provisoire au contraire prenait des mines qui, à l'aide des méthodes en vigueur, produisaient presque à plein rendement et auxquelles on allait demander encore une augmentation de production énorme. Comment arriver à ce résultat ?

Le premier moyen qui s'offrait à l'esprit était évi-

demment le forage et l'aménagement de puits nouveaux, mais cette double opération demandait des capitaux, peut-être difficiles à trouver et un temps fort long (1).

L'augmentation du débit, par contre, semblait devoir être plus rapidement atteinte et de façon moins dispendieuse, il suffisait de changer les méthodes de travail en vigueur. Le séquestre avait déjà substitué à la méthode des piliers tournés, la méthode du stossbau avec remblais complets. Cette dernière méthode avait le double avantage de permettre l'exploitation de la totalité de la couche de potasse, puisqu'aucun pilier de soutien n'était plus nécessaire, et d'augmenter la sécurité, puisqu'il n'y avait plus à redouter l'écrasement de ces mêmes piliers. Ces avantages n'allaient pourtant pas sans inconvénient : conditionnée par l'exploitation des petits chantiers, cette méthode obligeait à une trop grande dispersion d'efforts.

Il apparut dans ces conditions que la substitution à la méthode du stossbau, de la méthode des longues tailles chassantes avec couloirs oscillants, serait de nature à augmenter considérablement la capacité d'extraction des mines. C'est à cette détermination que s'arrêtèrent la Direction Générale et le Conseil d'Administration provisoire des mines domaniales.

Pour la réalisation de cette méthode, deux facteurs étaient indispensables, il était de toute nécessité d'augmenter considérablement, et la main-d'œuvre et le matériel. La méthode d'exploitation par longues tailles chassantes, en effet, ne devait pas permettre d'augmenter le rendement par ouvrier, du moins à ses débuts, elle permettait seulement une augmentation du front de taille, partant une augmentation de capacité d'extraction, à condition que le nombre des mineurs fut augmenté. Elle permettait également l'emploi d'un plus grand nombre de machines, mais nécessitait aussi l'emploi de mécaniciens spécialistes, il importait donc en,

(1) La Compagnie des Mines de Blodelsheim a commencé le fonçage de deux puits en 1926. Ceux-ci ne sont pas encore en exploitation.

premier lieu, de rechercher la main-d'œuvre nécessaire.

Les mines, quoique situées dans une région relativement peuplée, avaient depuis longtemps absorbé les bras dont disposaient les pays environnants et il importait, dans ces conditions, de recruter des travailleurs étrangers et de les fixer près des mines. Cette dernière tâche était rendue plus difficile du fait que le nombre d'habitations voisines des mines était restreint. La direction générale des mines se vit dans l'obligation d'établir un programme complet de construction pour loger tant les ingénieurs que les employés et leur famille et « les installations qui ne comprenaient en novembre « 1918, pour l'ensemble des mines d'Alsace, que 26 « maisons d'ingénieurs, 41 logements d'employés, 112 « logements pour familles d'ouvriers et 112 places pour « ouvriers célibataires, se sont trouvées portées, de « 1924 à 1930, aux chiffres ci-dessous, en ce qui concer- « ne les seules mines domaniales (1) :

Maisons d'ingénieurs	66
Logements d'employés	282
Logements pour familles d'ouvriers	3087
Places pour ouvriers célibataires	661

A mesure que se réalisait ce programme d'habitation la méthode préconisée se développait dans les mines, en même temps que le machinisme qui la conditionnait. Le tableau ci-dessous (2) résume ce développement, la diminution du nombre de tailles étant fonction directe de l'introduction des longues tailles chassantes :

(1) Rapport Brom. - N° 976 du 2 Décembre 1932. Documents parlementaires S. E.

(2) A. d'Andon et J. Douffiagues. - Une exploitation industrielle d'Etat.

Situation au 31 Xbre	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Nombre de tailles...	225	203	175	146	111	66
Extraction journalière moyenne en T. M.	4755	5501	5475	6182	7300	7000
Extraction moyenne par taille.....	21	27	31	42	66	112

Mais la lecture de ce tableau ne montre pas seulement la diminution du nombre de tailles, elle met également en relief l'augmentation progressive de l'extraction journalière moyenne. L'introduction de la nouvelle méthode avait fait passer, en effet, la capacité d'extraction de 600 kgs à 1.400 kgs, en couche inférieure, et de 800 kgs à 1.600 kgs en couche supérieure, par journée de 24 heures et par mètre courant de longueur de taille, d'où l'augmentation constatée.

Le problème, toutefois, n'avait pas été aussi simple que semblerait le faire croire notre récit. L'augmentation du minerai abattu avait imposé toute une série d'améliorations et de transformations. C'est ainsi que l'emploi de locomotives pour le roulage au fond dut être généralisé, que les machines d'extraction pour faire face à l'affluence du minerai dans les recettes durent être renforcées. Entre temps, l'encagement et le déchargement des wagonnets devenait automatique.

Tous ces efforts ne devaient pas manquer de porter leurs fruits et l'augmentation d'extraction recherchée fut rapidement atteinte. Le tableau ci-dessous (1) établit nettement la progression obtenue.

(1) Rapport Brom. Op. cit., page précédente.

EXTRACTION DE SELS BRUTS DES MINES DOMANIALES

Années	Extraction en T. M. de sels bruts	Teneur en T. M. de K_2O
1924	1.229.553	283.248
1925	1.440.837	357.174
1926	1.672.587	403.903
1927	1.642.570	402.248
1928	1.879.448	447.050
1929	2.214.850	531.131

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte, le régime provisoire est arrivé en six ans et sans fonçage de puits nouveaux, à augmenter de près d'un million de tonnes sa production annuelle : l'extraction de 1928 dépasse de 82 % celle de 1924.

Les installations minières, toutefois, ne devaient pas être le seul souci des ingénieurs. Les installations de surface devaient suivre la progression de l'extraction. Avant d'être livrée au commerce, la potasse doit passer dans des moulins de broyage jusqu'à une dimension maxima de 4 millimètres. Ces moulins datant de l'avant-guerre, époque à laquelle les installations de surface étaient peu développées, furent bien vite insuffisants, l'évolution du commerce devait les rendre surannés.

Jusqu'à une période assez récente (1925), la potasse était livrée au commerce surtout sous forme de sylvinite titrant de 12 à 22 % de K_2O : le coût élevé des transports devait modifier les demandes. Les mines de potasse fabriquaient depuis longtemps déjà des produits plus concentrés dont le principal était le chlorure de potassium, d'une teneur de K_2O d'environ 50 à 60 %.

Cette concentration sous un volume trois fois moindre de la potasse constituait un avantage sérieux pour des expéditions lointaines, aussi le chlorure de potassium fut-il de plus en plus recherché, et sa fabrication

du croître proportionnellement plus vite que l'extraction des sels eux-mêmes. Alors que comme nous l'avons vu, l'extraction du chlorure de potasse augmentait de 82 % en six ans, la fabrication du chlorure de potasse augmentait de 125 %. Le tableau suivant (1) indique clairement cette évolution.

Années	Extraction en T. M. de sels bruts	Production en T. M. de Chlorure 50 %.
1913	351.105	27.410
1918	318.639	37.567
1924	1.229.554	169.227
1929	2.214.850	348.950
1930	2.133.450	388.331

Ce résultat lui non plus, n'avait pas été atteint sans nécessiter de profondes modifications. La transformation en chlorure de potassium des sels extraits exige des produits contenant le moins de schistes possible. Une double fonction de ce fait fut assignée désormais aux moulins : broyer le minerai et le séparer des chistes.

Les anciens moulins répondaient de façon incomplète au premier rôle et pas du tout au second, il fallait pourvoir à leur remplacement, sur 13 moulins actuellement en service, cinq seulement datent du régime allemand.

Après les moulins, ce furent les fabriques elles-mêmes qui se trouvèrent insuffisantes. Par des améliorations apportées aux usines existantes, la capacité de production de celles-ci fut presque doublée.

Ces mesures ne suffisant pas, une nouvelle fabrique, la fabrique Marie-Louise fut construite, si bien qu'on peut résumer ainsi l'augmentation journalière apportée en 1930 à la capacité de production de 1924 (1).

(1) A. d'Andon et J. Douffiagues, op. cit.

FABRIQUE	1924	1930
Amélie I.....	270 T.	500 T.
Marie-Louise	»	350
Fernand	150	250
Théodore	170	210
Ensemble.....	590 T.	1.310 T.

L'ambition du régime provisoire aurait pu se limiter à ces seules mesures. L'important n'était-il pas de satisfaire aux demandes de potasse ? L'initiative du Directeur Général et des Administrateurs ne s'est pourtant pas arrêtée là. A la tâche nécessaire qui lui incombait, ceux-ci voulurent ajouter un certain nombre d'améliorations techniques de la plus haute importance.

Au premier plan se trouve le remplacement progressif de l'appareillage électrique ancien par un matériel anti-grisouteux, matériel essentiellement nouveau puisque les houillères françaises n'en sont pas encore dotées. Avec l'amélioration des méthodes de travail, cette mesure a renforcé la sécurité des travailleurs dans de notables proportions « malgré l'énorme développement de la production ». Il ne nous semble pas inutile à ce propos, de citer le rapport officiel du service des Mines, établissant, par période de cinq années, le pourcentage du nombre des victimes d'accidents mortels en fonction du nombre total d'ouvriers employés dans les Mines Domaniales.

Années 1919 à 1923	0,38 %
— 1920 à 1924	0,29 %
— 1921 à 1925	0,29 %
— 1922 à 1926	0,26 %
— 1923 à 1927	0,29 %
— 1924 à 1928	0,23 %
— 1925 à 1929	0,19 %
— 1926 à 1930	0,20 %

La diminution des accidents mortels depuis l'entrée en vigueur du régime provisoire est évidente et ce n'est certes pas un des moindres mérites du régime actuellement en vigueur. Mais si l'amélioration des conditions du travail « au fond » a été un des soucis continuels des exploitants, les travaux « de surface » n'ont pas été moins bien traités.

L'effort principal semble avoir porté surtout dans ce domaine sur les méthodes employées pour la fabrication du chlorure. Nous avons montré quelle magnifique courbe ascendante cette fabrication avait suivie, nous essaierons maintenant de mettre en valeur les méthodes employées.

Le chlorure de potassium est tiré de la sylvinite, mélange de chlorure de potassium et de chlorure de sodium ; la fabrication du chlorure de potassium consiste donc essentiellement dans la séparation des deux chlorures. Ce résultat est obtenu industriellement par la chaleur : une solution saturée chaude de chlorure de potassium et de chlorure de sodium ne dépose, par refroidissement, que du chlorure de potassium ; il suffit donc de réchauffages et de refroidissements successifs, pour obtenir du chlorure de potassium.

Ces différentes opérations nécessitent, on le conçoit aisément, de grandes quantités de combustible. C'est à économiser ce combustible qu'ont tendu les efforts des ingénieurs. Les premières modifications apportées dans ce but, concernèrent les chaufferies. C'est ainsi que furent installées des chaudières à haute pression, des grilles permettant de brûler des combustibles bon marché, des

économiseurs et des appareils de contrôle. De 1924 à 1930, les modifications apportées peuvent se résumer ainsi :

FABRIQUES	INSTALLATIONS RÉALISÉES
Amélie	Trois chaudières 15 kilogrammes de 300 m2 de surface de chauffe chacune. Une chaudière 18 kilogrammes de 423 m2 de surface de chauffe. Deux chaudières 12 kilogrammes de 208 m2 de surface de chauffe chacune.
Joseph-Else .	Cinq chaudières 26 kilogrammes d'une surface de chauffe totale de 1125 m2.
Marie-Louise.	Cinq chaudières 26 kilogrammes d'une surface totale de chauffe de 1312 m2.
Fernand	Quatre chaudières 25 kilogrammes d'une surface totale de chauffe de 1.256 m2.
Théodore . . .	Une chaudière de 12 kilogrammes. Ancienne chaufferie de Else.

La récupération des chaleurs perdues donna lieu également à l'installation d'appareils nouveaux. Les refroidissements successifs que subissait la saumure se faisaient primitivement à l'air libre. Les ingénieurs des Mines Domaniales étudièrent la possibilité d'utiliser cette chaleur perdue en la faisant servir au réchauffage des eaux mères froides. Par l'emploi d'appareils spéciaux, on est arrivé à récupérer 60 % environ de cette chaleur perdue : l'économie ainsi réalisée annuellement est de l'ordre de 2.000.000 francs. L'amélioration du

rendement thermique des réchauffeurs d'eaux mères et le travail continu d'autre part ont encore permis un gain appréciable sur le combustible consommé.

Le résultat le plus clair de toutes ces améliorations a été une compression sensible du prix de revient qu'ont apportée l'installation de turbines à contre-pression entre les chaudières et les réchauffeurs, l'installation de machines supprimant la manutention à bras, l'emploi d'appareils Cottrell récupérant les poussières, etc..., etc....

* * *

Le domaine de la potasse lui-même ne devait bientôt plus suffire à l'activité du régime provisoire. Les Allemands depuis longtemps extrayaient des eaux-mères potassiques, le brôme qui y était contenu à raison de 3 kgs par mètre cube. Pourquoi les mines alsaciennes n'en auraient-elles pas fait autant? Jusqu'en 1926, la Compagnie d'Alais-Forges-Camargue était le seul établissement qui, en France, produisit le brôme.

Pour ce qui est de la quantité fournie annuellement, elle était relativement minime (120 t.) elle ne suffisait pas aux besoins intérieurs du pays et nous devions en importer d'Allemagne environ 80 tonnes.

Des ingénieurs des Mines Domaniales furent envoyés à Stassfurt pour étudier sur place ce nouveau problème. Après s'être documentés, ils montèrent une première fabrique qui, du mois d'août 1926 au mois de décembre de la même année, produisit 24 tonnes de brôme. Les années suivantes devaient voir ce chiffre augmenter dans de sensibles proportions :

Années	Nombre de tours en service	Production des M. D.
1926	1 à la mine Amélie	24 tonnes
1927	2 »	63 tonnes
1928	2 »	110 tonnes
1929	3 »	
»	2 à la mine Marie-Louise	170 tonnes
1930	3 à la mine Amélie	
»	2 à la mine Marie-Louise	280 tonnes

Les Mines de Kali-Sainte-Thérèse profitant de l'initiative des mines domaniales, se lancèrent dans la voie qui leur était tracée, si bien qu'aujourd'hui, le commerce extérieur s'établit ainsi : (1)

Années	Importations	Exportations
1927	1 quintal	1103 quintaux
1928	5 quintaux	1617 quintaux
1929	50 quintaux	3473 quintaux
1930	1 quintal	7823 quintaux

Un revirement complet s'est ainsi produit dans le commerce du brôme : D'importatrice, la France est devenue surtout exportatrice. C'est un résultat dont le régime provisoire des mines domaniales peut être fier.

L'énumération déjà longue des créations et des améliorations apportées aux mines domaniales de potasse ne serait pas complète si nous passions sous silence les œuvres sociales réalisées. Toutes les exploitations industrielles actuelles sont soumises à un certain nombre de

(1) Tableau figurant au J. O. 4 Décembre 1932. - Annexe Conseil national économique page 1281.

mesures d'assistance et de prévoyance (1). Mais en plus de ce minimum imposé par la loi, tout industriel, qui comprend son rôle social, se doit d'apporter des améliorations bénévoles au sort de ses ouvriers. C'est dans ce but que les mines domaniales ont fait construire dans les cités ouvrières, outre des maisons modèles, des écoles, des églises, des cantines, des salles de fête, des coopératives, des pavillons de santé, des cliniques, des dispensaires, etc..., etc...

C'est encore bénévolement et sans y être obligées, que les Mines Domaniales ont « facilité » la création d'une « Société Mutuelle de Secours », qu'elles se sont affiliées à « l'Association Familiale de l'Industrie du Haut-Rhin » et à la « Caisse d'Allocations Familiales », qu'elles ont donné de l'aide aux communes, qu'elles ont créé des bourses d'études et pris quantité d'autres mesures du même genre.

Telle a été, dans le domaine industriel, l'œuvre du régime provisoire jusqu'au début de 1930. Œuvre immense qui embrasse à la fois l'augmentation de la production, l'amélioration du matériel et des méthodes de travail, la création d'une nouvelle industrie et le bien-être des ouvriers. En terminant cette rapide esquisse de l'organisation des mines domaniales, nous ne pouvons nous empêcher d'admirer le rôle éminemment social joué par l'Etat-patron, rôle qui le place d'emblée à la tête des grands industriels.

(1) Les mesures obligatoires d'assistance et de prévoyance en Alsace sont les suivantes :

- a) Caisse de malades;
 - b) Assurance invalidité et vieillesse;
 - c) Caisse minière de secours;
 - d) Assurance accidents (Corporation n° 1);
 - e) Caisse autonome des retraites.
-

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL 1924-1929

A côté du domaine industriel que nous venons d'examiner, un autre champ d'activité aurait dû normalement s'ouvrir au régime provisoire. Après avoir extrait les sels de potasse, il fallait les vendre : la question commerciale à ce point de vue était intéressante au premier chef. A la suite d'une entente conclue dès 1919, nous avons vu que les mines domaniales et les mines de Kali-Sainte Thérèse s'étaient déchargées de cette tâche sur un organisme spécial : le bureau provisoire de vente des Potasses d'Alsace.

Un peu plus tard, en janvier 1920, ce bureau provisoire avait été transformé en société à responsabilité limitée de droit allemand sous le nom de « Société Commerciale des Potasses d'Alsace ». La loi du 7 mars 1925, autorisant les sociétés à responsabilité limitée en France, permit enfin de donner un statut français à cette institution. Mais à quels besoins répondait cette société commerciale ? Les Mines Domaniales et les mines privées n'auraient-elles pas pu vendre elles-mêmes leurs sels ? Ici, un retour en arrière est nécessaire.

En 1902, pour lutter contre la baisse du prix des sels de potasse, le gouvernement allemand avait créé un syndicat des producteurs de potasse connu sous le nom de Kalisyndicat. Sans entrer dans le détail de son fonctionnement, on peut dire que cet organisme qui groupait

tous les exploitants du bassin de Stassfurt avait joué un rôle prépondérant sur le marché mondial par sa propagande méthodique et intelligente.

Après la guerre et devant la menace que constituait, pour la potasse allemande, le bassin alsacien, la réglementation de la production et de la vente des potasses avaient été renforcées. En plus du syndicat de producteurs d'avant-guerre, la loi allemande du 19 juillet 1919 avait créé un Conseil Impérial de la Potasse sous la dépendance directe du Ministre de l'Economie du Reich.

Ce conseil en fait dirige toute l'économie de la potasse sous le contrôle suprême du Reich. Il donne les directives générales de nature à permettre d'augmenter la production du pays et de développer son agriculture (art. 51). Il a qualité pour interdire le creusage des puits et pour faire arrêter le travail dans telles ou telles usines (art. 54). Il fixe les prix de vente et peut accorder des réductions aux gros acheteurs (art. 56 et 50). Il décide des salaires des ouvriers (art. 60) et peut exiger tous les renseignements qu'il lui plaît de demander (art. 62).

Le syndicat des producteurs lui-même est réorganisé. Tout producteur de potasse est tenu d'en faire partie dès que son exploitation fonctionne : s'il s'y refuse, il peut y être contraint par ordonnance du Ministre de l'Economie. La même mesure est applicable à tous les industriels qui, de loin ou de près, traitent la potasse (art. 39 et 40). Seul le syndicat a le droit de vendre les sels de potasse et leurs combinaisons et d'en importer, le cas échéant (art. 74 et 76). Seul encore, il répartit les commandes entre les participants.

Enfin, au-dessus de ces deux institutions, le Gouvernement du Reich, par ses représentants, peut faire surseoir à toutes mesures dépassant la compétence des organismes qui les auront décidées ou prises en violation de la loi ou en opposition avec le bien public.

En face d'une réglementation aussi puissante et aussi méticuleuse, qu'auraient pu faire séparément les

mines domaniales et les mines de Kali-Sainte Thérèse ? Il vaut mieux n'y pas songer. Outre que la dispersion des efforts et la lutte entre les divers intéressés français auraient amené l'écrasement des potasses d'Alsace sur le marché mondial, il est certain que tout accord avec les producteurs étrangers, notamment avec l'Allemagne, aurait été impossible, l'Office des potasses allemandes ne trouvant en France aucun organisme central capable de réaliser une entente quelconque. Nécessité de se défendre contre la concurrence étrangère et moyen de traiter, le cas échéant, avec les mines allemandes, telles semblent avoir été en définitive les deux raisons d'être de la Société Commerciale des Potasses d'Alsace.

Après avoir ainsi justifié l'existence de cet organisme nous aurions voulu rapporter ici les conventions qui lient les Mines Domaniales et les Mines de Kali-Sainte Thérèse, mais du fait que celles-ci ont le caractère commercial, les accords passés sont restés secrets. Ce que nous savons, toutefois, nous permet de dire que l'influence du régime provisoire est prépondérante dans la Société Commerciale, puisque sur les huit membres du Conseil, cinq appartiennent aux Mines Domaniales. Aussi bien la pensée nous est-elle venue tout naturellement de résumer ici l'œuvre commerciale accomplie pendant la période 1924-1929.

Au premier plan de cette œuvre figure en acte capital l'accord franco-allemand.

Le traité de paix de Versailles qui avait supprimé, au profit de la France, le monopole allemand des potasses, allait permettre à celle-ci, non seulement de produire la potasse nécessaire à ses besoins, mais encore de lancer l'excédent sur le marché mondial : cette concurrence devait se produire au détriment de l'Allemagne.

Cette menace n'allait d'ailleurs pas tarder à se réaliser et le tableau suivant montre la part importante prise,

par les ventes françaises, dans le commerce avec l'étranger (en tonnes de K_2O) :

Années	Ventes allemandes	Ventes françaises	Total	Proportion des ventes françaises
1919	174.970	45.111	220.081	20,5 %
1920	223.126	109.958	333.084	33 %
1921	147.647	55.675	203.322	27,4 %
1922	328.121	163.375	491.496	33,2 %
1923	349.833	160.730	510.663	31,5 %
1924	339.604	180.093	519.697	34,6 %

Ainsi donc, de 20,5 % en 1919, la proportion des ventes françaises s'établit en peu de temps au-dessus de 30 %, malgré l'augmentation continue de la consommation. Le Kalisyndicat, influencé peut-être par ces résultats, mais désireux surtout de limiter les dégâts, engagea, dès 1920, des pourparlers en vue d'un accord commercial. Il était trop tôt. Les mines alsaciennes devaient continuer la lutte et montrer leur force : à ce moment-là seulement, elles pourraient réaliser un accord sur des bases acceptables.

Malgré la baisse du mark, la Société Commerciale reprit la lutte, elle conclut en particulier, en 1923, un marché de 8.000 tonnes en Hollande, qui, par son bas prix, créa une certaine panique parmi les exploitants de Stassfurt.

De nouveaux pourparlers s'engagèrent et un premier accord partiel fut conclu le 12 août 1924 pour les ventes faites aux Etats-Unis : les mines alsaciennes obtenaient 37 % des exportations. Le 24 octobre suivant, un nouvel accord intervenait pour les ventes de potasse en Suède : cette fois, les mines allemandes conservaient 80 % des

ventes. Le 7 mai 1925 enfin, un troisième accord limité à une année pour le marché mondial, intervenait.

Cet arrangement reconnaissait aux parties contractantes l'exclusivité des ventes sur leurs marchés nationaux respectifs, colonies et pays sous mandat y compris. Quant aux exportations, elles devaient avoir lieu sur les bases suivantes : 70 % pour le Kalisyndicat ; 30 % pour la Société Commerciale.

A l'expiration de cet accord, de nouveaux pourparlers, basés sur les mêmes proportions respectives de vente, furent engagés. Les participants voulaient arriver, cette fois, à un accord de plus longue durée et pour cela, compléter certains points que l'accord de 1925 n'avait pas traités assez minutieusement.

La réalisation de l'accord temporaire avait démontré qu'en pratique il était très difficile de vérifier les ventes faites à l'étranger. A la place de la commission mixte de contrôle instituée lors du premier accord, un organisme commun de propagande et de vente fut créé. Autre mesure complémentaire, il fut convenu qu'au-delà de 840.000 tonnes de potasse pure vendue, le partage de l'excédent se ferait par moitié entre les mines allemandes et les mines alsaciennes. Toutefois, si le chiffre de 840.000 tonnes n'était pas atteint dans les cinq ans, à compter de l'entrée en vigueur de l'accord, il était entendu que ce serait le chiffre le plus élevé pendant l'une quelconque de ces cinq années qui servirait de limite au-delà de laquelle la proportion de 50 % devrait jouer en faveur des mines françaises.

Ce fut sur ces bases que fut conclu pour dix ans le nouvel accord franco-allemand. Il était spécifié cependant que l'accord en question pourrait prendre fin au bout de sept ans, moyennant préavis d'un an, il pouvait de même au bout des dix ans être renouvelé par tacite reconduction pour cinq ans.

Les avantages de cet arrangement étaient indéniables : stabilité des prix, sûreté du marché, intensification des recherches scientifiques communes et de la propa-

gande, tels étaient les premiers résultats obtenus. Le seul point discutable du point de vue français concernait le pourcentage des ventes. Il est certain que sous le régime de la concurrence, la proportion des ventes françaises était plus élevée puisqu'elle atteignait en 1924, 34,6 % des ventes totales de potasse dans le monde : vu sous cet angle, la réduction de 30 % pouvait paraître préjudiciable. En ce qui nous concerne, nous ne pensons pas qu'il y ait lieu de s'attarder à cette objection. Il est évident qu'aucun accord ne peut intervenir si les parties contractantes ne se font des concessions mutuelles. Les mines alsaciennes ont consenti ainsi à une réduction, minime somme toute, du pourcentage qu'elles avaient conquis de haute lutte. Mais auraient-elles pu soutenir longtemps la lutte qu'elles avaient engagée, dans ce but. Il ne faut pas oublier que l'Allemagne avait une organisation infiniment plus forte que la France au point de vue Mines de potasse. Aussi nous semble-t-il que le fait par les Allemands de reconnaître aux mines d'Alsace un droit de vente de 30 % sur le marché mondial est un résultat extrêmement satisfaisant : les mines de Stassfurt consacraient ainsi la perte de leur monopole.

D'ailleurs, maintenant que sept années se sont écoulées depuis son entrée en vigueur, nous pouvons dire que l'accord franco-allemand a été également avantageux pour les deux parties : jusqu'au début de la crise, les mines françaises ont produit à plein rendement et écoulé toute leur production, les mines allemandes de leur côté ont vu leurs bénéfices augmenter.



La question commerciale ainsi réglée, il restait à prendre les mesures nécessaires à l'expansion de la potasse : la première question qui se posait dans ce domaine était celle des transports. L'exportation des sels était appelée à prendre une importance chaque jour plus

grande et la voie du Rhin constituait la route de sortie naturelle des produits des mines : il était donc urgent de relier le mieux possible au port de Strasbourg les mines de potasse.

Ce problème a été résolu, en 1925, par la mise en service de wagons spéciaux à déchargement automatique et de deux trains-navettes journaliers. A Strasbourg, on a construit deux kilomètres de voies privées qui longent la rive est du bassin des Remparts : les exportations par ce port ont atteint, en 1929, 578.334 tonnes.

Cette organisation n'aurait toutefois constitué qu'une mesure insuffisante si la Société Commerciale ne s'était préoccupée de l'installation d'un port d'embarquement maritime. Anvers, à cet effet, semblait tout indiqué. En 1925, un accord intervenait entre les mines et cette ville : aux termes de celui-ci, la ville d'Anvers prenait en charge la construction de l'ensemble des magasins et installations, ainsi que leur aménagement technique, si bien que toutes ces réalisations permettent aujourd'hui :

a) de décharger mécaniquement tous les chalands, d'où une économie sur les frais de déchargement ;

b) d'emmagasiner les sels de potasse sans recourir au stockage sur allège, d'où une économie sur les frais de stockage ;

c) De charger en un ou deux jours des navires pour lesquels les chargements demandaient autrefois huit jours en moyenne, d'où un gain de dispatch.

d) de forcer les expéditions pendant les hautes eaux, de manière à n'utiliser que la voie d'eau, d'où économie directe de frais de transport.

C'est dans ces conditions que transitèrent à Anvers :

En 1928, 492.554 tonnes de potasse ; en 1929,

615.349 tonnes de potasse; en 1930, 542.893 tonnes de potasse.

Sous le régime provisoire, la Société Commerciale a pris, on le voit, des mesures importantes pour faciliter l'exportation à l'étranger des potasses d'Alsace. Le marché national n'en a pas été pour cela négligé. Le monopole de fait des mines alsaciennes aurait du avoir pour conséquence logique une exagération des prix de vente. Mais l'Etat français, propriétaire de la plus grande partie du bassin alsacien, n'avait qu'un intérêt très relatif à cette hausse, ce qui lui importait surtout, c'était de développer l'emploi bienfaisant de la potasse dans l'agriculture en France. Un contrôle sévère des prix a permis de vendre les sels potassiques à un prix qui ne dépasse pas quatre fois le prix d'avant-guerre. Cette politique a permis de doubler en cinq ans la consommation intérieure de la potasse en France. (190.000 tonnes de potasse pure en 1928, contre 94.000 tonnes en 1924).

Ce développement extraordinaire n'aurait pu toutefois être réalisé, sans le service de propagande de la Société Commerciale; commencée dès 1920, cette propagande s'amplifia considérablement sous le régime provisoire. C'est en 1924 que furent créés les huit premiers bureaux régionaux d'étude sur les engrais entre lesquels furent répartis tous les départements français et à chacun desquels fut rattaché un camion exposition. En 1930, le nombre de ces mêmes bureaux était porté à vingt-cinq, sans compter les dix-huit bureaux annexes fonctionnant à côté et sous le contrôle des bureaux principaux.

A la tête de chacun de ces bureaux se trouve un ingénieur qui dispose d'une voiture automobile et d'un appareil cinématographique. Le rôle de cet ingénieur est double, il remplit une mission scientifique par les conférences de vulgarisation qu'il fait, il est agent commercial, chargé de maintenir les liens commerciaux avec la clientèle.

C'est à la faveur de cette propagande intelligente

que la consommation moyenne de potasse pure à l'hectare a pu passer en France de 2 kg. 2 en 1924 à 5 kgs en 1929 et malgré la disproportion qui existe encore avec certains pays qui consomment plus de 40 kgs de potasse pure par hectare cultivé, nous pouvons dire que là encore, une grande œuvre a été accomplie.

Pour la période qui nous occupe, les résultats obtenus dans le domaine commercial ne sont donc pas inférieurs à ceux obtenus dans le domaine industriel pendant le laps de temps correspondant, mais le moment ne nous semble pas encore venu de porter un jugement définitif à leur sujet : la situation financière seule nous permettra de le faire.

CHAPITRE IV

LES RÉSULTATS FINANCIERS

L'examen des résultats obtenus dans les branches industrielles et commerciales des Mines de potasse devait presque nécessairement produire des bénéfices intéressants.

Ce n'est pas, pourtant, sans une certaine appréhension, qu'au cours de nos investigations nous avons abordé ce problème. Les industries d'Etat ne savent généralement pas équilibrer leur budget : trop modernes, elles dépensent le plus clair de leurs bénéfices dans des installations trop coûteuses : trop arriérées, elles n'arrivent pas à boucler leur budget.

Le développement prodigieux des mines de potasse et le luxe de leurs installations nous faisaient redouter de voir se vérifier la première hypothèse. Les chiffres cités par MM. André d'Andon et J. Douffiagues dans les Annales des mines de janvier et février 1932 devaient apaiser nos craintes à ce sujet.

Ces chiffres, puisés aux meilleures sources puisqu'ils proviennent des bilans annuels fournis au Ministre des Travaux Publics par le Conseil d'Administration provisoire, ne peuvent être contestés. Les voici, par année, avec quelques modifications de disposition de notre part :

COMPTE DE L'EXERCICE 1924

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation 58.197.307 95

B. — DÉBIT

1° Contributions et impôts	11.461.713 09	
2° Amortissements	5.705.453 19	
3° Œuvres sociales :		
A. - Œuvres obligatoires	1.409.998 01	
B. - Œuvres bénévoles	1.338 868 10	
4° Réserves :	2.748.066 11	
A. - Travaux neufs	17.211.127 85	
B. - Créances litigieuses	9.096.967 54	
	26.308.095 09	
	46.224.127 88	46.224.127 88
	Bénéfice ...	11.973.180 07

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. - Trésor public	10.000.000	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine..	1.199.712 64	
C. — Kuxes privés	773.467 43	
	11.973.180 07	11.973.180 07

COMPTE DE L'EXERCICE 1925

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation	95.329.009 52
-------------------------------------	---------------

B. — DÉBIT

1° Travaux neufs	30.373.136 60	
2° Contributions et impôts	18.023.665 08	
3° Amortissements	9.988.358 73	
4° Œuvres sociales :		
A. — Œuvres obligatoires	1.829.986 83	
B. — Œuvres bénévoles	1.763.508 19	
5° Réserves :		3.593.495 02
A. — Travaux neufs	20.477.174 02	
B. — Œuvres sociales	900.000	
		21.377.174 02
		83.355.829 45
		83.355.829 45
		Bénéfice ... 11.973.180 07

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. — Trésor public	10.000.000	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine..	1.199.712 64	
C. — Kuxes privés	773.467 43	
	11.973.180 07	11.973.180 07

COMPTE DE L'EXERCICE 1926

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation	169.309.003 66
-------------------------------------	----------------

B. — DÉBIT

1° Travaux neufs	49.241.946 36	
2° Contributions et impôts.....	26.129.312 19	
3° Amortissements	9.988.358 73	
4° Œuvres sociales :		
A. - Œuvres obligatoires	2.438.748 95	
B. - Œuvres bénévoles.....	2.580.320 12	
5° Réserves :		5.019.069 07
A. - Travaux neufs.....	43.797.367 14	
B. - Œuvres sociales.....	3.000.000	
C. - Assurances.....	2.000.000	
D. - Créances litigieuses	200.000	
		48.997.367 14
	139.376.053 49	139.376.053 49
	Bénéfice ...	29.932.950 17

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. — Trésor public.....	25 000.000	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine.	2.999.281 60	
C. — Kuxes privés	1.933.668 57	
	29.932.950 17	29.932.950 17

COMPTE DE L'EXERCICE 1927

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation	164.942.765 95
-------------------------------------	----------------

B. — DÉBIT

1° Travaux neufs	42.535.002 19	
2° Contributions et impôts	22.554.973 29	
3° Amortissements	9.837.290 72	
4° Œuvres sociales :		
A. - Œuvres obligatoires	2 722.544 68	
B. - Œuvres bénévoles	3.590.577 43	
5° Réserves :		6.313.122 11
A. - Travaux neufs	30.802.377 64	
B. - Œuvres sociales	3.800.000	
C. - Assurances	2.000.000	
D. - Créances litigieuses	100.000	
E. - Etudes scientifiques et industrielles	5.000.000	
	41.702.377 64	
	122.942.765 95	122.942.765 95
	Bénéfice ...	42.000.000

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. — Trésor public	35.086.800	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine .	4.208.400	
C. — Kuxes privés	2.704.800	
	42.000.000	42.000.000

COMPTE DE L'EXERCICE 1928

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation	204.429.438 65
-------------------------------------	----------------

B. — DÉBIT

1° Travaux neufs.....	55.143.971 74	
2° Contributions et impôts.....	33.129.402 27	
3° Amortissements	9.535.154 65	
4° Œuvres sociales :		
A. - Œuvres obligatoires	3.583.851 75	
B. - Œuvres bénévoles.....	4.263.394 97	
5° Réserves :		7.847.246 72
A. - Travaux neufs.....	25.773.663 27	
B. - Œuvres sociales.....	4.000.000	
C. - Assurances.....	5.000.000	
D. - Créances litigieuses.....	1.000.000	
E. - Etudes scientifiques et industrielles	8.000.000	
	43.773.668 27	
	149.429.438 65	149.429.438 65
	Bénéfice ...	55.000.000

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. — Trésor public.....	45.947.000	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine .	5.511.000	
C. — Kuxes privés.....	3.542.000	
	55.000.000	55.000.000

COMPTE DE L'EXERCICE 1929

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation 223.517.500 78

E. DÉBIT

1° Travaux neufs	45.836.395 05	
2° Contributions et impôts	17.182.818 25	
3° Amortissements	32.772.671 63	
4° Œuvres sociales :		
A. - Œuvres obligatoires	4.581.080 10	
B. - Œuvres bénévoles	5.984.381 54	
5° Réserves :	10.565.461 64	
A. - Travaux neufs	30.760.154 21	
B. - Créances litigieuses	1.400.000	
C. - Etudes scientifiques industrielles et participations	20.000.000	
D. - Eventualités diverses	5.000.000	
	57.160.154 21	
	163.517.500 78	163.517.500 78
	Bénéfice	60.000.000

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. — Trésor public	50.124.000	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine	6.012.000	
C. — Kuxes privés	3.864.000	
	60.000.000	60.000.000

Faisons maintenant le bilan de tous les exercices financiers rapportés. Nous nous apercevons qu'en 6 ans le régime provisoire chargé de l'exploitation des Mines Domaniales a réalisé un bénéfice net total de 210.879.310 francs, supérieure de 2.919.555 francs 47 au prix d'achat des mines (207.959.754 frs 53), qu'il a payé 128.481.883 francs d'impôts, tant à l'Etat Français qu'aux départements et communes, qu'il a amorti 223.130.451 francs de travaux neufs et constitué enfin une réserve de 235.359.060 francs.

Considérés en eux-mêmes, ces chiffres concrétisent éloquemment l'œuvre accomplie par le régime provisoire et nous devons avouer que notre étonnement fut grand lorsque nous dûmes constater que c'était par des bénéfices importants que se soldait l'exploitation du régime provisoire.

Les circonstances, il est vrai, ont pu favoriser quelque peu le développement des mines alsaciennes, l'ère de prospérité factice que la chute du franc a ouverte en France durant les années qui suivirent 1926 n'est peut-être pas étrangère à ces résultats. Il faut toutefois reconnaître que récupérer en 6 ans, avec des mines qui ont changé quatre fois de régime, le capital investi dans l'entreprise n'est pas une chose commune, surtout dans le domaine administratif et l'on ne peut que rendre hommage à ceux qui ont assumé la lourde tâche de l'exploitation des mines domaniales de potasse d'Alsace.

Ces résultats probants n'ont pourtant pas échappé à la critique, les reproches adressés au régime provisoire ont été de deux ordres. En comparant les résultats obtenus par les Mines domaniales aux résultats obtenus par les mines de Kali-Sainte Thérèse, on s'est aperçu que ces dernières qui couvrent seulement le quart du bassin exploité étaient arrivées à fournir 30 % des ventes françaises. Nous constaterons d'abord que la superficie des mines de Kali-Sainte Thérèse en l'occurrence ne si-

gnifie rien, seul, le nombre de puits compte, puisque c'est sur la capacité de production qu'ont été réparties les fournitures entre les mines domaniales et les mines de Kali-Sainte Thérèse.

En 1919, ces dernières ne fournissaient que 15 % du total des ventes annuelles; c'est un fait. Aujourd'hui, elles sont arrivées à fournir jusqu'à 30 % des sels vendus, c'est incontestable. Cette progression toutefois n'est pas imputable au régime provisoire, des faits antérieurs pour la plupart au régime lui-même, en sont la cause. A la fin de la guerre, deux puits seulement étaient en ordre de marche à Kali-SainteThérèse, les deux puits Ensisheim n'étant pas complètement terminés. Leur mise en marche devait fatalement amener une augmentation de capacité d'extraction et produire une élévation de production de cette société. C'est ainsi qu'en 1923 les mines de Kali-Sainte Thérèse produisaient déjà 29 % des ventes totales du bassin alsacien.

Comment, dès lors, tenir rigueur du régime provisoire d'avoir accepté une répartition officielle de 30 % Kali-Sainte Thérèse, 70 % Mines Domaniales, surtout si l'on songe que celle-ci a eu pour base la capacité de production du début de l'année 1927, époque à laquelle le régime provisoire n'avait pas encore eu le temps d'apporter toutes les améliorations nécessaires aux mines qui lui étaient confiées ?

Le deuxième reproche est plus grave, il s'attache aux bénéfices réalisés, tant par les mines domaniales que par les mines de Kali-Sainte Thérèse. Il est évident que si l'on rapproche, comme nous le faisons ci-après, les bénéfices indiqués par les deux exploitations, l'infériorité des mines domaniales semble manifeste, surtout si l'on considère que ces dernières fournissent 70 % des sels vendus :

Années	MINES DOMANIALES Bénéfices	MINES KALI Ste-THÉRÈSE Bénéfices
1925	11.973.180,07	22.765.474,78
1926	29.932.950,17	25.663.340
1927	42.000.000	28.457.355,66
1928	55.000.000	39.242.333,55
1929	60.000.000	39.289.170,09

En prenant pour base l'année 1929, les mines domaniales auraient dû mathématiquement réaliser :

$$39.289.170,09 \times 70$$

soit : 91.604.730 francs

30

pour pouvoir soutenir la comparaison avec les mines de Kali-Sainte Thérèse.

Pour une fois nous constaterons avec une certaine satisfaction que ces chiffres ne correspondent pas tout à fait à la réalité et qu'ils n'ont ici qu'une valeur relative.

Il ne faut pas oublier, en effet, que les mines de Kali-Sainte Thérèse ont bénéficié, à l'encontre des Mines Domaniales, d'une unité de direction qui remonte à l'avant-guerre; exploitées par des particuliers, elles n'ont pas souffert des entraves qu'un régime administratif, malgré tout mal adapté au commerce, subit fatalement; formées enfin par une réunion de capitaux privés, les mines de Kali-Sainte Thérèse n'ont leur raison d'être principale que dans la réalisation de bénéfice.

Tout autre, nous l'avons vu, était le but du régime provisoire chargé de l'exploitation des mines, il devait seulement unir le passé et l'avenir et faciliter l'établissement d'un régime définitif. Loin de nous pourtant l'idée de faire croire que pendant le temps de sa gestion le régime provisoire ne devait pas tendre à réaliser des bénéfices, mais ce qui est certain, c'est que ce n'était pas là son

but principal. D'autre part, les bénéfices réalisés ne pouvaient être distribués par le régime provisoire de la même façon que ceux de Kali-Sainte Thérèse. Les mines de Kali-Sainte Thérèse, entreprise privée, avaient la faculté de faire appel, si besoin s'en faisait sentir, à des capitaux nouveaux et de répartir ainsi l'amortissement de ses travaux neufs, sur de longues années, le régime provisoire, au contraire, ne devait compter que sur lui-même, puisqu'il ne pouvait, en aucun cas, recourir à un emprunt à long terme.

Force était donc à celui-ci de pratiquer une politique différente et de se constituer des réserves suffisantes pour parer à toute éventualité : celles-ci, les chiffres le prouvent, se montaient au 31 décembre 1929, à la somme de 235.359.060 francs. Il est bien évident que sous un tout autre régime les Mines domaniales n'auraient pas cherché à faire des réserves aussi importantes, mais qu'elles auraient plutôt distribué des bénéfices plus élevés. Comment, dès lors, établir une comparaison sérieuse entre les bénéfices réalisés par ces deux entreprises. Les comptes respectifs des Mines Domaniales et des Mines de Kali-Sainte Thérèse en 1929 feront toucher du doigt cette différence.

Dans l'année en cause les mines domaniales ont réparti 60.000.000 de francs entre le trésor public, les Kuxes d'Alsace-Lorraine et les Kuxes privés.

Qu'ont distribué en regard les mines de Kali-Sainte Thérèse? Sur 39.289.170 frs 09 de bénéfices annoncés, 9.819.200 francs sont sortis des caisses en tout et pour tout, le surplus, déduction faite des impôts, est resté entre les mains de la société où il a servi, sous forme de capital et de libération d'actions nouvelles, à constituer un apport d'argent « frais ».

Comment, dès lors, comparer entre eux les bénéfices de chacune des deux exploitations? Dans un cas, celui des Mines Domaniales, les bénéfices sortent définitivement des caisses de l'agent comptable, tandis que dans l'autre, ces mêmes bénéfices sont pour la plus

grande partie versés à nouveau à la société qui pourra les utiliser à l'amélioration de l'entreprise.

Il est facile de comprendre dans ces conditions que les Mines Domaniales ne déclarent pas des bénéfices aussi élevés que les Mines de Kali-Sainte Thérèse : les termes de la comparaison étant faussés, celle-ci se trouve sans valeur.

Nous avons cherché alors s'il ne serait pas possible de trouver un autre moyen de comparaison. Ce que veulent prouver, en somme, ceux qui ont critiqué le Régime provisoire, c'est l'infériorité de l'exploitation d'Etat, par rapport à l'exploitation privée.

Un chiffre pouvait refléter, nous a-t-il semblé, cet état de chose : le produit brut. Si le régime provisoire a exploité dans de mauvaises conditions les Mines Domaniales, le produit brut obtenu à la tonne doit être inférieur, toutes proportions gardées, à celui des Mines de Kali-Sainte Thérèse.

Les différents calculs ont donné les résultats suivants :

COMPARAISON DES PRODUITS BRUTS A LA TONNE MÉTRIQUE

ANNÉES	MINES DOMANIALES			MINES KALI - Ste - THÉRÈSE		
	Tonnage brut extrait	Produit brut Total	Produit brut à la tonne	Tonnage brut extrait	Produit brut Total	Produit brut à la tonne
1925	1.440.837	95.329.009,52	66, 85	485.511	33.453.157,84	68,90
1926	1.672.587	169.309.003,66	101, 22	645.369	61.705.025	95,61
1927	1.642.570	164.342.765,95	100, 05	680.549	63.659.475,53	93,59
1928	1.879.448	204.429.438,65	108, 23	700.748	83.243.107,02	118,80
1929	2.214.850	223.517.500,74	100, 91	918.965	89.178.467,55	97,04

Ce tableau montre indiscutablement que le régime provisoire a exploité les mines de façon aussi satisfaisante que l'ont été les mines de Kali-Sainte Thérèse :

les produits bruts, malgré de petites différences sont sensiblement du même ordre.

Trois éléments seulement peuvent fausser ce calcul : les stocks en fin d'année, les impôts et la rémunération des deux Conseils.

Les stocks, en fin d'année, ne sont pas à retenir, ils sont à peu près proportionnels et jouent de telle manière que l'avantage qu'ils peuvent donner une année sera contrebalancé par une perte l'année suivante. Les impôts, par contre, désavantagent les Mines domaniales ; à l'encontre des sociétés par actions, elles sont taxées en ce qui concerne la redevance sur les mines selon le régime de l'évaluation administrative (produit net de l'exploitation), charge bien plus lourde que celle subie par les mines de Kali-Sainte Thérèse, qui, elles, sont soumises au régime de l'évaluation forfaitaire (total des dividendes distribués). Cette infériorité se trouve compensée par la rémunération des conseils de chaque société, aucune comparaison n'étant à faire entre les deux exploitations sur ce point.

Il ressort donc des calculs ci-dessus que de 1924 à 1929, les deux exploitations qui président aux destinées du bassin alsacien, ont exploité, quoi qu'on en ait dit, dans des conditions sensiblement analogues, les concessions qui leur sont confiées, les résultats obtenus l'attestent. Le régime provisoire a démontré ainsi que contrairement à une règle trop souvent exacte, une exploitation industrielle d'Etat pouvait, même en subissant le joug administratif, obtenir des résultats qui ne le céderaient en rien à l'industrie privée, cette dernière fut-elle représentée par les Mines de Kali-Sainte Thérèse.

CHAPITRE V

LA CRISE

C'est vers le milieu de 1930 seulement que la crise qui sévissait depuis l'année précédente dans les pays européens voisins fit son apparition en France sur le marché des potasses. Elle se manifesta par une diminution des ventes, que rendait plus sensible encore l'augmentation de la capacité d'extraction vers laquelle tendaient depuis 10 ans les efforts des exploitants des mines d'Alsace. Cette régression qui s'accroît tous les jours s'établit ainsi pour les années 1930-1931-1932 (en tonnes de potasse pure K_2O) :

Années	France et Colonies	Pays étrangers	Totaux	Livraisons des Mines Domaniales
1929	227.236	256.752	483.988	352.450
1930	202.169	222.452	424.621	313.749
1931	183.689	171.515	355.199	255.750
1932	189.257	116.632	305.889	220.965

Ce phénomène est d'ailleurs plus sensible si l'on s'attache à examiner une statistique établie par la société commerciale, par saisons. Elle donne les chiffres suivants :

	Saison 1929-1930	Saison 1930-1931	Saison 1931-1932
France.....	231.107	183.777	185.841
Colonies Françaises.	6.647	4.615	3.902
Etranger.....	270.929	209.867	149.993
TOTAL.....	508.683	398.159	339.736

C'est donc de près d'un tiers que les ventes ont diminué en trois ans, toutefois une remarque s'impose : des statistiques ci-dessus il résulte que cette diminution des ventes provient en majeure partie des exportations. Après une baisse de la consommation en France dans la saison 1930-1931 une progression a été constatée; progression que confirmera d'ailleurs d'après ce que nous en connaissons actuellement la saison 1932-1933 (1).

Les ventes à l'étranger, par contre, ont, à l'heure actuelle, diminué de plus de moitié et l'année 1933 à ce point de vue s'annonce encore plus mauvaise que la précédente.

La stabilisation du marché français et la régression continue des marchés étrangers devaient fatalement amener un changement profond dans la politique des exploitants des mines d'Alsace; après avoir tout mis en œuvre pour augmenter la production des mines, l'inverse était à faire.

La première mesure à prendre dans ce sens par le Régime provisoire aurait été évidemment de suspendre immédiatement tous les travaux neufs en cours, cette

(1) La date à laquelle nous terminons ce travail (février 1933) a permis de prendre connaissance d'une partie des chiffres fournis par les mines domaniales, celles-ci pendant l'année 1932 ont augmenté leur vente en France par l'organe de la Société Commerciale d'environ 5.000 tonnes par rapport à 1931. La saison commerciale 1932-1933 serait encore en légère progression.

détermination n'était pas possible. Les travaux effectués dans les mines sont des travaux de longue haleine, ils doivent être prévus par conséquent longtemps à l'avance, et en l'occurrence les travaux qui devaient être exécutés en 1930 et 1931 dépendaient d'un programme établi en 1925 et en voie de réalisation depuis cette date. Ils faisaient donc partie d'un ensemble de mesures qu'un arrêt immédiat aurait pu grandement compromettre le jour où une reprise se serait manifestée.

La résiliation des marchés passés d'autre part n'aurait peut-être pas été sans inconvénients non plus.

Il apparut nécessaire, dans ces conditions, de continuer les installations et modifications en cours à l'exception de celles qui n'étaient pas indispensables comme les constructions d'habitation, par exemple, qui furent immédiatement arrêtées. Quant aux transformations et améliorations industrielles qui furent continuées, elles peuvent se résumer ainsi :

A. — En ce qui concerne l'extraction :

Puits	Transformations faites	Années de transformations	Observations
Amélie I	Machine neuve pour Skip	1931	Tambour cylindrique avec cable équilibre
Joseph	Montage d'un 2 ^e moteur et 2 ^e groupe convertisseur	1928	"
		1924	"
Anna-Ouest	Machine neuve	1931	Tambour bicylindro-conique
Anna-Est	Machine neuve	1931	Tambour bicylindro-conique
Marie	Machine neuve		

B. — En ce qui concerne la fabrication :

FABRIQUES	INSTALLATIONS RÉALISÉES
Amélie I	Deux chaudières 35 kilogrammes d'une surface de chauffe totale de 846 mètres carrés.
Joseph-Else ..	Construction complète.
Anna	Construction complète. Trois chau- dières 26 kilogrammes d'une sur- face de chauffe totale de 684 mè- tres carrés.

C'est pendant la période de crise également que fut résolu un problème délicat, celui de l'évacuation du sel gemme, résidu de la fabrication du chlorure de potassium. Par suite du développement continu des fabriques de chlorure, des quantités importantes de sel gemme impur s'étaient amassées qui, à la longue, auraient risqué de polluer les sources d'alentour, pour le grand dommage des propriétaires voisins. Une partie de sel mis en terril avait bien été employée au remblayage du fond, mais devant la quantité sans cesse croissante des résidus des fabriques, ce moyen d'évacuation était devenu insuffisant. C'est alors que l'on songea à dissoudre ces résidus et à les envoyer dans le Rhin par une pipe-line de 29 kilomètres de longueur. Après que les mines domaniales se furent livrées à toutes les études nécessaires (1), un accord intervint

(1) La quantité de sel déversée dans le Rhin ne pourra être supérieure à 200 grammes par mètre cube d'eau.

entre les sociétés exploitantes du bassin alsacien et la Société Anonyme des Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson. Une société anonyme « La Société auxiliaire des transports hydrauliques des mines de potasse d'Alsace (Auxi-mines) fut créée au capital de 10.000.000 de francs. L'autorisation administrative indispensable sollicitée au mois d'avril 1929 ne fut accordée que le 24 avril 1931. Nous pensons qu'en deux ans l'administration préfectorale du Haut-Rhin a pu étudier à loisir les mesures préconisées.

A l'heure actuelle, cette installation est complètement terminée et fonctionnera dans quelques semaines (1).

A côté de ces améliorations et constructions proprement dites, il convient de signaler dans le même ordre d'idée le développement d'une branche d'activité nouvelle des mines domaniales. En dépit de la crise, celles-ci n'ont pas hésité, en décembre 1930, à faire partie d'une nouvelle société la « Société Potasse et Engrais chimiques » dont l'usine se trouve à Grand-Couronne, près de Rouen.

Les mines de potasse allemandes produisent à l'état naturel le sulfate de potasse, les mines alsaciennes, par contre, n'en possèdent point.

Par suite de l'utilisation de plus en plus grande de la potasse sous cette forme, particulièrement en viticul-

(1) Les mines domaniales ont dû créer des stations de pompage afin d'avoir l'eau nécessaire à la dissolution du sel gelme, les usines seront mises en marche incessamment.

ture, les mines domaniales et les Mines de Kali-Sainte Thérèse ont dû se préoccuper de la fabrication industrielle de ce produit. Le sulfate de potasse peut être obtenu facilement en faisant agir l'acide sulfurique sur le chlorure de potassium. Cette réaction chimique avait toutefois un grave inconvénient, elle laissait de grandes quantités d'acide chlorhydrique dont l'industrie française n'avait pas l'emploi.

C'est dans ces conditions que la Société d'Etudes pour la fabrication et l'emploi des engrais chimiques mit au point un procédé qui permettait l'utilisation de l'acide chlorhydrique, celui-ci pouvait être utilisé pour la fabrication d'un phosphate bicalcique précipité, engrais phosphaté de première qualité, obtenu par réaction de l'acide chlorhydrique sur le phosphate tricalcique naturel.

La réalisation industrielle de ces deux produits est aujourd'hui chose faite, c'est la raison d'être de la Société Potasse et Engrais Chimiques.

La politique de restrictions n'a donc pu jouer qu'imparfaitement sur les travaux et les participations des mines domaniales, du moins dans les années 1930 et 1931, il n'en était pas de même pour le personnel. Nous avons vu qu'à l'origine de l'augmentation de capacité de production se trouvait la main-d'œuvre, la diminution de celle-ci devait entraîner le phénomène inverse.

Le régime provisoire avait fait appel dès 1925 à des travailleurs étrangers, la plupart d'origine polonaise ou tchécoslovaque, ce fut sur ce personnel que portèrent les premières compressions : plus de 1.100 ouvriers ont été, soit rapatriés par les soins des Mines Domaniales, soit licenciés : le tableau suivant donnera une idée de la diminution du personnel obtenue, ainsi que de la façon dont elle s'est opérée.

Années	Français	Etrangers	Total	Français o/o	Etrangers o/o
1924	3.988	826	4.814	83	17
1925	4.182	1.087	5.269	79	21
1926	4.159	1.649	5.808	72	28
1927	4.169	1.650	5.819	72	28
1928	4.470	1.775	6.245	72	28
1929	4.974	2.473	7.447	67	33
1930	4.655	2.516	7.171	65	35
1931	4.284	2.073	6.357	67	33
1932	4.112	1.400	5.512	75	25
80 sept. 31 déc	4.112	1.308	5.420	76	24

Malgré son ampleur, cette mesure s'est avérée insuffisante et le chômage partiel a dû être envisagé, la diminution des jours de travail s'établit actuellement comme suit :

Années Nombre de jours de travail dans l'année :

1930	301
1931	255
1932	221

Un puits enfin, le puits Max, a été arrêté provisoirement.

Diminution de l'extraction et de la production, dépenses de travaux neufs onéreux, mais indispensables, participation inévitable à une société nouvelle, telles sont les trois faits saillants qui ont marqué l'activité industrielle des Mines Domaniales depuis 1930.

Avec des opérations aussi contradictoires, quels ont pu être les résultats financiers obtenus dans la période correspondante.

Voici les comptes d'exercice des années 1930 et 1931 :

COMPTE DE L'EXERCICE 1930

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation	155.757.736 89
-------------------------------------	----------------

B. — DÉBIT

1 ^o Travaux neufs	66.859.912 25	
2 ^o Contributions et impôts	10 811.979 90	
3 ^o Amortissements	27.932.654 35	
4 ^o Œuvres sociales :		
A. - Œuvres obligatoires	5.568.716 64	
B. - Œuvres bénévoles	6.426.926.01	
5 ^o Réserves :		
A. - Travaux neufs	1.697.547 74	
B. - Etudes scientifiques et industrielles et participations ...	13.000.000	
C. - Eventualités diverses ...	4.000.000	
	18.697.54 774	
	135.757.736 89	135.757.736 89
	Bénéfice ...	20.000.000

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. — Trésor public	16.708.000	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine .	2.004.000	
C. — Kuxes privés	1.288.000	
	20.000.000	20.000.000

COMPTE DE L'EXERCICE 1931

A. — CRÉDIT

Produit net de l'exploitation	122.833.898 61
-------------------------------------	----------------

B. — DÉBIT

1° Travaux neufs	66.088.628 34	
2 Contributions et impôts.....	18.456.644 25	
3° Amortissements	25.584.489 60	
4° Œuvres sociales :		
A. - Œuvres obligatoires	4.567.547 53	
B. - Œuvres bénévoles.....	7.090.951 67	
		11.658.499 20
5° Réserves :		
Etudes scientifiques et industrielles et participations.....	11.000.000	
6° Report à nouveau	211.001 59	
	110.833.898 61	110.833.898 61
	Bénéfice ...	12.000.000

C. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES

A. — Trésor public	10.024.800	
B. — Kuxes Alsace-Lorraine ..	1.202.400	
C. — Kuxes privés	772.800	
	12.000.000	12.000.000

Les mines domaniales malgré les dépenses énormes qu'elles ont dû faire et malgré la crise, ont donc encore équilibré leur budget : bien mieux, elles ont rapporté au trésor public pendant ces deux années, 26.732.800 frs de bénéfice et payé 29.268.623 fr. 15 d'impôts. Les Kuxes d'Alsace-Lorraine et les porteurs privés ont de leur côté touché 5.291.200 francs.

Que valent ces résultats ? Les apprécier en eux-mêmes est chose délicate, nous sommes trop près d'eux pour les juger. Mais ce que l'on peut dire, semble-t-il, sans crainte d'erreur, c'est qu'une distribution de bénéfice dans la situation du Régime provisoire est le signe certain d'une trésorerie saine.

Les mines domaniales, nous l'avons dit, ne peuvent distribuer que des sommes dont elles n'ont pas l'emploi ; ces sommes, pour elles, sont définitivement réparties. Comment le régime provisoire aurait-il pu se dessaisir de réserves quelconques si celles-ci lui avaient fait défaut plus tard ? Il ne faut pas oublier non plus que près de 300.000.000 de travaux neufs ont été effectués en deux ans et que 130.000.000 ont été passés par profits et pertes.

Quelle industrie française, en temps de crise, peut se vanter d'avoir une pareille possibilité.

Il apparaît donc que dans les circonstances actuelles les résultats obtenus sont extrêmement satisfaisants. Cette opinion est d'ailleurs renforcée du fait que l'année 1932 se soldera (1) encore par des bénéfices suffisants pour couvrir l'annuité de rachat afférente à l'année en cours et ceci sans que le Régime provisoire ait usé de la faculté qui lui était réservée d'émettre des bons à court terme (article 119 de la loi du 31 mars 1931).

Si enfin nous reprenons la comparaison faite au chapitre précédente avec les mines Kali Sainte Thérèse en

(1) Rapport Brom.

ce qui concerne le produit brut à la tonne, elle donne les résultats suivants :

ANNÉES	MINES DOMANIALES			MINES KALI Ste-THÉRÈSE		
	Tonnage brut extrait	Produit brut Total	Produit brut à la tonne	Tonnage brut extrait	Produit brut total	Produit brut à la tonne
1930	2.133.450	155.757.736.89	73.07	1 002 324	81.394.633.49	81.20
1931	1.513.250	122.833.898.61	81.17	689 440 50	922.794.12	73.84

La diminution sur l'année 1929, plus forte pour les Mines domaniales en 1930 se trouve compensée par l'augmentation de 1931; dans l'ensemble les résultats sont les mêmes. Nous ne pouvons donc que répéter ici notre conclusion antérieure. Le Régime provisoire a exploité dans des conditions aussi satisfaisantes que l'aurait fait une industrie privée similaire.

Cette constatation prend plus d'importance encore lorsqu'on sait dans quelles conditions le Régime provisoire a réalisé tous les développements et tous les perfectionnements des Mines Domaniales. Alors que celles-ci se sont contentées de leurs propres ressources, les Allemands de Stassfurt ont dû demander 1 milliard à l'emprunt. Les mines de Kali-Sainte Thérèse elles-mêmes n'ont pu se développer qu'en portant leur capital de 10 millions en 1924 à 80 millions en 1932 (dont 50 millions entièrement versés), et en émettant en 1930 et 1931, pour 40 millions d'obligations.

Il semble donc que le Régime provisoire se distingue heureusement du régime ordinaire des entreprises industrielles d'Etat, nous n'avons rencontré au cours de cette étude aucun des traits qui caractérisent ordinairement les exploitations d'Etat, c'est-à-dire le manque d'initiative, le gaspillage, le déficit, etc..., etc....

Le seul reproche qu'on ait précisément pu faire au Régime provisoire des Mines Domaniales, c'est d'avoir

eu, semble-t-il, trop d'allant et de n'avoir prévu ni la crise mondiale, ni les difficultés qui en résulteraient. Pour nous, nous ne pensons pas que cette critique soit fondée et ce qui est certain, c'est que même si elle l'était, ce manque de prévision n'a pas eu des conséquences bien importantes.

Le régime provisoire a donc rempli au mieux la mission qui lui avait été confiée. Cette opinion, d'ailleurs, ne nous est pas personnelle et nous sommes d'autant plus à l'aise pour la formuler que, même les Parlementaires qui, à l'heure actuelle, préconisent la formation d'une Société anonyme, rendent justice au Régime provisoire en ces termes (1) : « Il nous est agréable de signaler au passage que depuis 1924 cette gestion (la gestion du régime provisoire) est parfaite. Le Conseil d'administration et le corps des ingénieurs sont au-dessus de tout éloge et méritent les plus vives félicitations ».

Peut-on rendre plus bel hommage à l'œuvre accomplie par ceux qui ont eu la gestion du régime provisoire des Mines domaniales ?

(1) Rapport Michel (page 19).

TROISIEME PARTIE

Les idées

CHAPITRE I

LES PROJETS DU PARLEMENT ET LE RÉGIME DÉFINITIF DES MINES DOMANIALES

Malgré toutes les facilités qui ont été accordées au Régime provisoire, malgré l'heureuse gestion des Mines domaniales, la question du régime définitif n'en reste pas moins urgente. La solution de ce problème posé devant les Chambres prend d'ailleurs une importance plus grande chaque jour par suite de l'apparition de facteurs nouveaux sur le marché des potasses.

La crise qui s'accroît de plus en plus, du moins dans le domaine qui nous occupe, exige une décision rapide et sûre. Si les règles administratives sont malgré tout assez facilement supportables en temps de prospérité, il n'en est pas de même en temps de crise, quelques millions de gains en moins passent inaperçus sur des bénéfices importants. Quelques millions de perte en plus sont une lourde charge pour un budget déficitaire. Le régime provisoire des mines domaniales n'en est pas là évidemment, mais que réserve l'avenir immédiat de la potasse? Personne ne le sait puisque chaque jour les exportations diminuent. Demain un secours pécuniaire peut être demandé. Qui le donnera? Le Trésor public! Il est lui-même en déficit. La question devient insoluble en l'état actuel des choses, tandis que

si les Mines domaniales constituaient un établissement public ou une société anonyme, il lui serait possible de recourir au crédit public.

La crise mondiale n'est d'ailleurs pas le seul élément entrant en jeu. Une autre crise va peut-être sévir. Au cours des années qui viennent de s'écouler, un certain nombre de gisements potassiques ont été découverts et mis en exploitation dans le monde. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle l'Espagne exploite les riches mines de Suria (Catalogne), mines qui font d'ailleurs partie depuis 1927 de l'entente franco-allemande de la potasse dans laquelle elles participent pour 1,5 %.

Plus récemment, en 1931, les gisements de Kaluz et de Stebnick, en Pologne, ont obtenu du même bloc franco-allemand, l'exclusivité de vente sur leur marché national et un pourcentage de 4 % sur les ventes à l'extérieur, si bien qu'actuellement, la répartition des exportations s'établit ainsi :

Allemagne	66,192 %
France	28,368 %
Mines de Suria	1,44 %
Pologne	4 %

Les Etats-Unis eux-mêmes, le plus gros client de l'entente franco-allemande, commencent à exploiter des gisements nouveaux, ceux du Texas et du Nouveau-Mexique. Avec l'entreprise industrielle du lake Searles (Californie), la production américaine en 1932 a dépassé 50.000 tonnes de potasse pure (K_2O). L'U. R. S. S., de son côté, se propose de lancer sur le marché mondial, dans le courant de l'année 1934, les potasses de l'Oural, menace sérieuse si l'on considère que d'après les plus récentes évaluations, le gisement en question contient environ 2 milliards de tonnes de K_2O . Si l'on ajoute enfin qu'en Italie, en Suède et en Palestine, des exploitations analogues vont entrer incessamment en action, il est facile de s'apercevoir que le monopole des expor-

tations actuelles est gravement menacé. Bien plus, le monopole intérieur lui-même, va être ébranlé.

Le 10 novembre dernier, deux nouvelles concessions ont été accordées dans le bassin alsacien, l'une à Ober Entzen, l'autre à Hettenschlag. Des considérations sentimentales ont peut-être influé sur l'avis de la Commission des Mines et du Conseil d'Etat dans la décision du Ministre des Travaux Publics, les concessionnaires nouveaux étant la Compagnie des Mines de Blodensheim (1) et le fils d'un des inventeurs, M. Vogt. Cette mesure n'en est pas moins regrettable. Actuellement, le puits Max a été arrêté dans les Mines Domaniales, faute de travail, les deux derniers puits foncés par les mines Kali-Sainte Thérèse, les puits Ungersheim I et II n'entreront pas de longtemps en exploitation pour le même motif. Le moment est-il vraiment bien choisi pour creuser deux nouveaux puits et investir dans une entreprise des capitaux importants. A ce sujet, nous ne pouvons que faire nôtres les conclusions d'un article paru dans le *Journal du Commerce*, le 26 janvier 1933 : « On invoquera contre nous, dit cet article, le principe de la liberté des affaires et de la concurrence soutenu par la Commission des Mines, mais est-ce à dire que cette liberté puisse aller jusqu'au point de laisser compromettre sans rien dire des situations souvent chèrement acquises et hautement profitables à la collectivité et jusqu'à risquer de gâter de cœur, d'écorner un peu plus notre malheureux patrimoine, déjà bien amoindri à la suite d'aventures et de spéculations qui ne sauraient indéfiniment se renouveler sans que les épargnants finissent pas se rebeller d'être toujours les victimes inconscientes de quelque faute de gestion, sinon d'un dol plus ou moins déguisé? »

(1) La Compagnie des mines de Blodensheim avait obtenu en 1926 à l'Est des concessions actuelles, une première concession dans laquelle elle fit forer deux puits par suite de la présence d'une nappe d'eau importante tous les travaux faits semblent devoir être abandonnés.

De cet ensemble de faits nouveaux résulte un enseignement, le commerce de la potasse va devenir plus difficile que par le passé du fait de la crise et de la dislocation du monopole actuel. Il importe donc au Parlement de fixer au plus tôt la politique qu'il entend suivre en matière de potasse afin que les exploitations alsaciennes soient prêtes à soutenir la lutte le cas échéant. Leur place est forte assurément : la qualité de leurs sels leur donne un avantage certain. Le marché français et celui de ses colonies et pays de mandat d'autre part, peut offrir encore des débouchés intéressants, la consommation de la potasse en France n'est pas suffisamment développée en comparaison d'autres pays. Le tableau suivant en fait foi (1) :

Consommation de potasse par hectare sous labour

Hollande	43,7 kilos
Allemagne	38,2 —
Belgique	23,8 —
France	8,9 —
Suède	8,4 —
Pologne	7,6 —
Grande-Bretagne et Irlande .. .	7,0 —
Etats-Unis d'Amérique	2,0 —

L'avenir du bassin alsacien est donc malgré tout assez rassurant si l'on considère les possibilités de l'extension de la consommation en potasse dans la Métropole et ses Colonies, mais à ce sujet encore des mesures doivent être prises. Laissera-t-on la concurrence étrangère s'installer en France, ou protégera-t-on les mines françaises si le besoin s'en fait sentir ?

L'Allemagne, nous l'avons vu, a pris ses dispositions dès 1919 pour se protéger ; la loi du Reich du 18 juillet 1919 est une garantie sérieuse pour l'industrie potassique allemande.

Qu'a fait, de son côté, le Parlement Français ? Nous le verrons dans les prochains chapitres.

(1) Rapport Brom, pages 21 et 22.

CHAPITRE II

LE RÉGIME DÉFINITIF DES MINES DE POTASSE ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Parlement Français a voté, le 26 mars 1921, une loi qui permettait le rachat des mines séquestrées; mais ce n'était là qu'une mesure négative, qui liquidait le passé; la partie principale, l'œuvre constructive, restait à faire. Racheter les mines était bien, les exploiter était mieux.

Nous avons vu comment le régime provisoire avait mené à bien la tâche qui lui était confiée, il nous reste à examiner les causes qui ont empêché les Chambres Françaises d'élaborer le statut définitif des Mines Domaniales.

La première proposition de loi à cet effet fut déposée par un alsacien, l'abbé Hackspill, le 31 mars 1920. Cette proposition prévoyait, outre le rachat des Mines de potasse dans les 20 jours, l'amodiation de celles-ci, pour une durée de 99 ans, à une Société anonyme dont le capital aurait été le montant du prix du rachat. Cette société devait s'engager à réaliser une exploitation intensive et à garantir à l'agriculture française un tonnage minimum et des prix de faveur.

Elle devait être exclusivement française et les 4/5 des actions devaient être offertes au public avec privilège

de souscription pour les départements et communes d'Alsace-Lorraine; les caisses de crédit agricole et les porteurs de Kuxes français.

Cette proposition très succincte ne vint même pas en discussion : elle ne tenait pas assez compte de l'état d'esprit qui régnait à la fin de la guerre. « Le fait que
« le bassin de potasse du Haut-Rhin est rentré dans le
« patrimoine français à la suite de la guerre, disait un
« peu plus tard M. Rocher, dans un de ses nombreux
« rapports, confère à la collectivité des droits spéciaux
« sur son exploitation. C'est par le sang de ses enfants
« que la France a payé cette acquisition. Il faudrait
« donc, qu'en dehors de la part réservée à l'Etat, qui
« s'est substitué aux inventeurs par suite de la liquida-
« tion, l'exploitation soit faite, non au profit d'intérêts
« particuliers, mais dans l'intérêt général de la nation »
(1). Cette idée prenait d'autant plus de valeur que la
Chambre du Bloc National était en majeure partie composée d'anciens combattants.

D'autre part, il semblait difficile de remettre à des particuliers une industrie qui constituait en quelque sorte un monopole de fait et une source de richesse qui intéressait, au premier chef, l'agriculture française.

Restait, dans ces conditions, l'exploitation d'Etat. De majorité nettement libérale, la Chambre des Députés y répugnait. M. Lesaché trouva, dans une deuxième proposition, un compromis entre les deux solutions extrêmes en élaborant un régime d'économie mixte.

Aux termes de celui-ci, une société anonyme devait être formée, dont les actions seraient souscrites, $\frac{1}{3}$ par l'Etat Français et « les collectivités d'Alsace », un deuxième tiers par les syndicats ou associations agricoles de France, d'Algérie ou des colonies, un dernier tiers par les sociétés ou particuliers exploitant un commerce ou une industrie traitant la potasse. La Société

(1) Rapport Rocher. Annexe n° 2607. Chambres annexes 30, 1921. 5 juin 1921.

aurait une durée de deux cents ans. Toutes les actions étaient nominatives et la proportion des trois tiers devait être respectée, tant chez les porteurs d'actions que chez les membres du Conseil d'Administration.

Un certain nombre d'autres dispositions enfin avaient trait à l'emploi de la potasse, dans la France et ses Colonies. Le prix de la potasse ne devait pas dépasser le prix de revient de plus de 5 % en ce qui concerne l'agriculture et de plus de 10 % pour les industries chimiques. Le surplus de la potasse extraite et non consommée par les besoins extérieurs pouvait être exporté, mais par la seule société anonyme d'exploitation qui, d'ailleurs, devait être gérée comme une société commerciale ordinaire.

Cette formule nouvelle eut aussitôt toutes les faveurs et la proposition socialiste de M. Mistral n'était qu'une variante de la précédente, dans laquelle la part de l'Etat était toujours d'au moins 50 %. Malgré cette proportion nouvelle, les membres du Conseil d'administration restaient désignés, 1/3 par l'Etat, 1/3 par les organisations professionnelles intéressées et 1/3 par les organismes agricoles, les industries de produits chimiques et les collectivités alsaciennes et lorraines. Les bénéfices étaient employés à l'amortissement du capital, au développement de l'exploitation, à l'amélioration du sort des travailleurs et à la constitution d'une réserve pour parer aux aléas. Le reliquat des bénéfices devait être réparti aux collectivités associées suivant le prorata de leur participation financière. Enfin, l'Etat conservait le droit aux superbénéfices déterminé par la loi de septembre 1919.

Ces dernières mesures indiquaient bien l'origine du projet, mais vraiment, les principes en étaient considérablement atténués, puisque les socialistes eux-mêmes ne songeaient pas à faire des Mines Domaniales une industrie d'Etat pure et simple.

Jusqu'alors, le Gouvernement n'avait pas pris position au sujet des Mines de Potasse, ce n'est que le

14 décembre 1920 que M. Georges Leygues, alors président du Conseil et Ministre des Affaires Etrangères, déposait un projet de loi, qui, s'il inspirait lui aussi, des idées qu'on vient de rapporter, devait jeter une profonde perturbation dans les discussions en cours. Contrairement aux propositions précédentes, qui visaient à la constitution d'une société unique, le projet gouvernemental divisait le gisement en 4 lots formant 4 sociétés à participation ouvrière. La première devait être contrôlée par les caisses rurales et départementales d'Alsace-Lorraine, la deuxième par les porteurs de Kuxes et intérêts divers alsaciens, la troisième par l'agriculture et l'Etat français, la quatrième par les industries chimiques. Les quatre sociétés amodiataires devaient constituer une société commerciale qui serait chargée de la vente à l'étranger de tous les produits des mines.

Cette modification, en apparence secondaire, exerça une influence capitale sur le régime définitif des mines de potasse. Pendant trois années, les députés hésitèrent entre la société unique ou les sociétés multiples et c'est probablement pour cette raison que nous n'avons pas encore de solution définitive.

Le projet gouvernemental trop succinct ayant été repoussé par la Commission des Mines, MM. Rendu et Loucheur envisagèrent alors de confier l'extraction et le traitement des sels à pied d'œuvre à quatre groupements qui auraient formé quatre sociétés d'exploitation; il était loisible à l'Etat d'y participer pour 1/10^e, les quatre sociétés auraient alors fourni une société centrale avec des capitaux propres à chacune d'elles, et à laquelle l'Etat aurait apporté une part fixée au 1/5^e du capital souscrit. L'amodiation, dans ce cas, aurait été faite à la Société centrale dont, en somme, les quatre autres sociétés n'auraient été que des locataires.

Cette solution avait l'inconvénient de ne faire qu'une part secondaire aux sociétés qui apportaient les capitaux et, en même temps, d'empêcher toute concurrence

de prix sur le marché français, puisque, seule, la Société centrale fixait les prix de vente.

Tenant compte de ces difficultés, M. Rocher élaborâ, au nom de la Commission des Mines, un projet qui ne reçut pas moins de cinq rédactions successives; finalement, il fut convenu que les mines seraient réparties en trois lots amodiés à trois sociétés à participation ouvrière; la majorité du capital de chacune de ces sociétés était attribuée à l'un des groupements ci-après :

Première société : Départements, collectivités et particuliers alsaciens et lorrains, communes sinistrées du Haut-Rhin.

Deuxième société : Groupements agricoles nationaux, assurances sociales alsaciennes et lorraines.

Troisième société : Industriels élaborant ou consommant les sels de potasse et commerçants de produits chimiques industriels sinistrés alsaciens-lorrains.

La vente de potasse restait libre à l'intérieur du pays, mais une société commerciale devait être fondée qui aurait le monopole de la vente à l'étranger; elle pourrait aussi, le cas échéant, s'occuper de tout projet intéressant l'ensemble des gisements, à condition qu'il y aurait consentement unanime des sociétés participantes.

Un commissaire du Gouvernement était établi auprès de chacune des sociétés amodiataires et de la société commerciale, il surveillait et rendait compte au ministre chargé des mines.

Le cahier des charges spécifiait en outre que tout actionnaire devait être obligatoirement français, que les actions d'apport et les parts bénéficiaires étaient interdites, que les bénéfices revenant à l'Etat ne seraient prélevés qu'après déduction d'un intérêt annuel alloué au capital social; qu'enfin l'inégalité de qualité des différents lots serait compensée par une fixation convenable des prix d'amodiation, par celle des taux de l'intérêt réservé et de l'échelle des partages du super-bénéfice.

Dernières mesures complémentaires, les Kuxes seraient échangés contre des actions libérées ; sur la part du superbénéfice revenant à l'Etat, il serait opéré un prélèvement de 10 % en faveur de l'Office National des Mutilés, aucun membre du Sénat ou de la Chambre des Députés ne pourrait, pendant la durée légale de son mandat et pendant les cinq années suivantes, participer d'une façon quelconque à la direction ou à l'administration des Sociétés prévues.

C'est ce texte qui fut discuté à la Chambre des Députés les 4, 5, 6 et 7 mars 1922, finalement le contre-projet de M. Lesaché fut adopté, il préconisait l'amodiation à une société unique. Tout était à recommencer.

M. Lafarge qui avait remplacé comme rapporteur à la Commission des Mines M. Rocher, proposa alors d'amodier les mines de potasse à une société unique et de créer un conseil supérieur de la potasse analogue à celui fonctionnant en Allemagne. Cette proposition ne fut pas acceptée par la Commission et M. Ambroise Rendu rédigea un dernier texte qui devait être soumis à la Chambre des Députés, le 16 février 1923. Le 21 du même mois, un accord définitif intervenait et le projet de loi voté était transmis au Sénat. Il y était stipulé que les concessions et exploitations des mines de potasse étaient amodiées à une société anonyme unique à participation ouvrière.

Le capital initial était souscrit dans les conditions suivantes par les groupes ci-après et jusqu'à concurrence du pourcentage indiqué par chacun d'eux.

A. — *Groupe Agricole*. — Les syndicats agricoles, les unions de syndicats et toutes autres associations agricoles ayant la personnalité civile, d'Alsace et de Lorraine, auront un privilège jusqu'à concurrence du cinquième pour la souscription, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs adhérents, de la part attribuée au groupe agricole.

B. — *Industries chimiques*. — Les industriels fran-

çais élaborant ou consommant des sels de potasse, 10 %.

C. — Les sinistrés, communes ou particuliers, domiciliés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Les créances constituées par les dommages non soumis à l'emploi seront acceptées en paiement des souscriptions, 5 %.

D. — *Collectivité d'Alsace et de Lorraine.* — Les départements, communes, caisses d'assurances sociales et Chambres de Commerce du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, 15 %.

E. — Les porteurs de parts minières dites « Kuxes » appartenant depuis une date antérieure au 11 novembre 1918 à des Français (collectivités et individus), ou à des Alsaciens ou Lorrains, réintégrés de plein droit, dans la nationalité française et dont les droits et la bonne foi auront été reconnus par le Tribunal chargé de statuer sur la liquidation, 15 %.

F. — *Personnel des mines de potasse.* — Les directeurs, ingénieurs, employés, contremaîtres et ouvriers faisant partie soit de la société, soit du comptoir de vente prévu à l'article 7, qui, au moment de la souscription du capital seront en service depuis plus de six mois dans les mines de potasse ou dans les sociétés commerciales des mines de potasse, 5 %.

Les organisations professionnelles, syndicats, union de syndicats ou toutes autres associations possédant la capacité civile représenteront leurs adhérents souscripteurs aux assemblées générales ou aux conseils d'administration.

Il était stipulé également que les actions qui n'auraient pas été souscrites par les groupes ci-dessus seraient mises en souscription publique.

Le conseil d'administration devait comprendre des actionnaires représentant chacun des groupes souscripteurs ; quant à l'Etat, il était représenté par trois commissaires.

Les statuts de la société devaient satisfaire aux con-

ditions suivantes : les actions devaient être de cent frs ou plus, nominatives et appartenir à des personnes françaises, chaque action avait une voix et les actions à vote multiple étaient interdites.

Aucun actionnaire, sauf les départements ou collectivités ne pouvait disposer de plus de 500 voix, le transfert des actions, enfin, était soumis à des règles très strictes. Comme dans le projet précédent, un comptoir était formé avec exclusivité de vente des produits dans tous les pays, mais, fait nouveau, il était obligatoire pour tous les exploitants actuels ou futurs.

Les bénéfices étaient partagés comme suit :

a) Un intérêt supérieur de 2 % au revenu de la rente française était attribué aux actions;

b) L'excédent ou superbénéfice était partagé entre l'Etat et la Société; l'Etat avait droit à :

10 % sur la fraction du superbénéfice inférieur à 2 % de ce capital;

20 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 2 et 4 % de ce capital;

30 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 4 et 6 % de ce capital;

40 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 6 et 10 % de ce capital;

50 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 10 et 20 % de ce capital;

60 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 20 et 30 % de ce capital;

70 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 30 et 40 % de ce capital;

80 % sur la fraction du superbénéfice comprise entre 40 et 60 % de ce capital;

90 % sur la fraction du bénéfice excédant 60 % sans que la progression continue au-delà de cette proportion.

Sur ce superbénéfice de l'Etat, 25 % étaient versés aux syndicats agricoles ou autres associations agricoles; 12 % aux départements recouvrés; 8 % à l'Office Na-

tionnal du Crédit Agricole ; 5 % à l'Office National des Combattants et à l'Office National des Mutilés et Réformés de guerre.

Dernières dispositions, enfin, le prix de la potasse en France ne pouvait excéder le prix fait à l'étranger, sauf autorisation spéciale ; les députés et sénateurs étaient exclus comme précédemment de la Direction et de l'administration de la Société,

A l'examen, ce projet constitue un changement complet d'orientation par rapport aux projets et propositions de lois antérieures. Le régime d'économie mixte préconisé n'existe plus. L'Etat ne participe plus qu'aux bénéfices, il remet à plusieurs corporations la charge de l'exploitation des mines domaniales sans aucune espèce de contre partie en faveur de l'Etat.

Sans discuter ici ce dernier point de vue que nous retrouverons au cours de notre appréciation concernant le projet du Sénat, nous voudrions montrer l'incohérence du système préconisé. Aux termes mêmes du projet, nous l'avons dit, les députés voulaient ériger les mines domaniales en propriété corporative dont les syndicats auraient été les souscripteurs. Dès lors, une question se posait : les syndicats, surtout les syndicats agricoles, auraient-ils les fonds nécessaires à la souscription ? Vraisemblablement, non. Ces derniers devaient dans ce cas, faire appel à leurs membres afin que ceux-ci leur apportassent les espèces liquides. Dans ces conditions, comme le disait M. Lafarge au cours de la discussion, « il ne s'agit plus d'un patrimoine corporatif, il s'agit d'un patrimoine appartenant aux adhérents des syndicats professionnels et non pas aux syndicats eux-mêmes ». Et puis, comment avoir des souscripteurs si l'on songe que ceux-ci ne pourront pas assister aux Assemblées d'actionnaires dans lesquelles ils seront obligatoirement représentés par leur syndicat ? Quels seraient les agriculteurs assez simples, pour ne parler que de cette profession, qui apporteraient leur argent sans aucune garantie. Le système préconisé en

lui-même n'était pas viable, c'est ce que faisait ressortir M. Lafarge, toujours au cours de la même discussion :
« Vous croyez réaliser une propriété corporative, vous
« appliquez les règles de la propriété corporative, mais
« dans la réalité, vous êtes obligés de vous référer à la
« propriété individuelle pour la souscription des ac-
« tions. Voilà la contradiction interne du système. C'est
« cette contradiction qui risque d'écarter les vrais sous-
« cripteurs ».

La souscription des parts ne constituait d'ailleurs pas le seule difficulté. Le maintien de l'équilibre entre les groupes, en était une autre. Le projet avait obvié à cet inconvénient en créant une distinction entre les diverses séries d'actions, en établissant un droit de préférence « à l'acquéreur appartenant au groupe auquel appartenait originairement l'action ». C'était aller trop loin, car un monopole permanent était ainsi accordé à des groupes qui ne représentaient que des intérêts temporaires comme les groupes sinistrés et des porteurs de Kuxes par exemple.

Le projet de la Chambre portait donc en lui la cause de son échec. Théoriquement, il était peut-être soutenable, M. Chabrun l'a d'ailleurs fait avec éloquence :
« Autrefois, disait-il, lorsqu'on voulait exploiter une
« richesse nationale, on croyait n'avoir le choix qu'en-
« tre deux partis : ou concéder l'exploitation à des
« particuliers, constituer une grande compagnie... c'est-
« à-dire confier la gestion d'une entreprise d'intérêt
« général à des citoyens sans mandat social ou laisser à
« l'Etat le soin d'exploiter lui-même... Aujourd'hui l'on
« s'adresse pour faire la concession des mines de po-
« tasse à des corps sociaux qui constituent les intermé-
« diaires entre l'Etat et les simples citoyens ».

La réalité, malheureusement, s'accordait mal avec ces idées généreuses dont le projet de la Chambre n'était plus qu'un pâle reflet. Le Sénat, d'ailleurs, cédant à des considérations moins élevées, mais certainement plus pratiques, devait en juger ainsi.

CHAPITRE III

LE RÉGIME DÉFINITIF ET LE SÉNAT

Si les différents projets de la Chambre des Députés, concernant les mines de potasse différaient sensiblement les uns des autres, ceux du Sénat, au contraire, manifestent une continuité de vues parfaites. Aux régimes d'économie mixte et aux régimes corporatifs, la Haute-Assemblée opposa l'exploitation directe par l'Etat.

Traditionnalistes, les membres du Sénat ne manquèrent pas d'être étonnés par le projet peut-être trop nouveau, mais sûrement trop informe, que leur présentaient les députés et la critique qu'en firent M. Perrier et M. Peytral dans leur rapport respectif, répondent certainement à la manière de voir de la plupart des Sénateurs.

Le premier reproche, adressé au projet de la Chambre était le suivant :

M. Perrier estimait que ce projet « constituait en réalité la remise à l'industrie privée des concessions et exploitations des potasses d'Alsace, sans qu'ait été assuré le moindre contrôle du Gouvernement et du Parlement ». Sans être tout à fait exacte, puisque trois commissaires du Gouvernement devaient assister aux séances du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales des Sociétés amodiataires, cette remarque, dans l'ensemble, était juste. Le rôle des commissaires était des plus illusoires, puisque ceux-ci se bornaient à

rendre compte aux ministres, après avoir présenté les observations qu'ils jugeaient convenables, sans pouvoir intervenir d'une façon directe dans la gestion des mines. Bien plus, le Ministre des Travaux Publics lui-même n'avait, aux termes du projet, aucun moyen d'intervention. Il nous semble, dans ces conditions, que le point de vue du sénateur de l'Isère était très défendable.

Mais là n'était pas le seul inconvénient grave du système. En contre-partie du cadeau que faisait l'Etat, que recevait ce dernier ? Une participation dans l'échelle des superbénéfices. Aussi favorable à l'Etat qu'ait été cette dernière, ce droit éventuel nous paraît bien improbable, surtout si l'on songe que 50 % des actions auraient été la propriété des syndicats agricoles.

Ces derniers, en réalité, n'avaient aucun avantage à réaliser des bénéfices importants, il était bien plus intéressant pour eux de vendre la potasse au prix le plus bas possible puisqu'ils étaient surtout des consommateurs ; peu importait, somme toute, la bonne marche financière de l'entreprise s'ils y trouvaient en définitive leur compte.

C'est pour toutes ces raisons que la Commission des Finances du Sénat, dont on connaît pourtant l'esprit anti-étatiste, repoussa le projet de la Chambre qui préconisait l'amodiation et approuva le principe de l'exploitation directe par l'Etat, sous la forme d'un Office national industriel, que présentait M. Léon Perrier dans un rapport (26 décembre 1924).

Après avoir fait l'objet d'avis favorables de la Commission d'Alsace-Lorraine et de la Commission des Mines, le projet de M. Léon Perrier ne peut venir en discussion, celui-ci étant Ministre. M. Peytral, nommé rapporteur, élaborâ un nouveau rapport, qui, comme le précédent, était basé sur l'exploitation directe par l'Etat. L'ancien ministre des Travaux Publics, toutefois, supprimait le mot « Office » dont, disait-il, aucun texte n'a jamais précisé le sens et la portée ; de plus, il s'ins-

pirait, en grande partie, du régime provisoire en vigueur.

Le 24 novembre 1927, le Sénat adoptait avec quelques modifications, le projet de M. Peytral et en saisissait la Chambre le 20 décembre suivant. En raison de l'importance de ce dernier texte, nous en donnerons ici une analyse aussi complète que possible :

L'article I propose de donner aux Mines Domaniales de potasse le caractère d'un établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Le mot « office » du rapport Perrier a été retiré, la commission des finances ayant estimé que ce mot, dont aucun texte législatif n'avait précisé la portée, pouvait prêter à des confusions qu'il paraissait préférable d'éviter.

L'article II précise que le Ministre des Travaux Publics remettra aux Mines Domaniales « les installations des mines et leurs dépendances, tous stocks et approvisionnements, ainsi que les titres et espèces détenus par l'administration provisoire actuelle, c'est-à-dire tout l'actif mobilier et immobilier géré par elle » (1). En contre-partie, le nouvel organisme doit assurer l'exécution du cahier des charges du 22 avril 1924 et fournir par conséquent au Trésor le montant des annuités de rachat.

La composition du Conseil d'Administration chargé sous l'autorité du Ministre, de gérer les Mines Domaniales est fixé par l'article III. Il comprend :

Quatre représentants du Ministre des Travaux Publics ;

Deux représentants du Ministre de l'Agriculture ;

Deux représentants du Ministre des Finances ;

Un représentant du Ministre du Commerce ;

Trois représentants des Chambres d'Agriculture et des Associations Agricoles ;

Un représentant des Chambres du Commerce ;

(1) Projet de loi.

Un représentant de chacun des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, et de la Moselle;

Un représentant de l'industrie des produits chimiques ou du commerce des produits chimiques;

Un représentant des porteurs privés de parts minières dites kuxes;

Un représentant des transports.

Ce même article III stipule encore que le Directeur Général est nommé par le Ministre des Travaux Publics; qu'aucun membre du Sénat ou de la Chambre des Députés, ne peut faire partie du Conseil d'Administration dont les membres peuvent recevoir une indemnité sous forme de jetons en présence.

Les dispositions d'ordre financier sont réglées par les articles IV à X inclus, il y est dit qu'un agent relevant du Ministre des Finances est préposé aux questions de recettes et de dépenses sous le contrôle de l'inspecteur des finances et de la Cour des Comptes (art. IV). Cet agent comptable établit pour chaque exercice un état de prévision des recettes et des dépenses qui est soumis successivement au Ministre des Travaux Publics, au Ministre des Finances et aux Commissions financières des deux Chambres (article V).

Chaque année, le Conseil d'Administration rend compte de sa gestion et les comptes définitifs sont approuvés avant le 1^{er} octobre.

L'article VII traite ensuite d'une question très délicate : les kuxes. Il ne nous semble pas inutile d'exposer à ce propos la situation juridique de cette institution de droit allemand. Nous avons vu au début de cet ouvrage que chaque kuxe constituait une quote-part de la mine; l'article VII du Cahier des Charges de la vente de 1924, qui traitait de leur régime futur, était ainsi conçu (1) : « Les porteurs français de parts de « sociétés minières liquidées ayant toujours appartenu « à des Français, depuis une date antérieure au 11

(1) Rapport Charlot, page 906.

« Novembre 1918, auront la faculté de faire différer le
« remboursement par l'Office des biens et intérêts pri-
« vés, jusqu'au vote de la loi prévue par l'article 2 de la
« loi du 26 mars 1921.

« Ces parts, frappées d'une estampille, continue-
« ront à être négociables, sans le contrôle de l'office
« des biens et intérêts privés, jusqu'à l'institution du
« régime définitif résultant du vote visé au paragraphe
« précédent.

« L'Etat verse annuellement aux porteurs français
« de parts, dont le remboursement aura été différé par
« anticipation du paragraphe 1^{er} du présent article, une
« somme égale à une fraction correspondant au nombre
« de ces parts des bénéfices versés au Trésor, et dimi-
« nué de l'intérêt des dettes obligatoires....

« « Ou bien ils peuvent demander à l'office des
« biens et intérêts privés, et ce, sans délai, le rembour-
« sement de leurs parts. Dans ce cas, le prix d'achat
« des Mines ayant été fixé à 208 millions de francs,
« sans intérêts, chaque unité ne recevra plus qu'un dix
« millième de cette somme, soit 20.800 francs. Ou bien
« ils peuvent attendre la promulgation de la loi sur
« l'organisation définitive des mines domaniales de
« potasse, qui les fixera pour l'avenir, dans ce cas, ils
« recevront en attendant, une part proportionnelle des
« bénéfices correspondant à celle de l'Etat ».

Soumis à la loi du 16 décembre 1873, loi minière allemande, en vigueur en Alsace, les porteurs de kuxes auraient pu se pourvoir contre le jugement de Mulhouse. Ayant laissé passer les délais d'appel, la liquidation opérée en 1924 constitue novation et leur situation est donc bien commandée par l'article VII du cahier des charges de 1924. *

L'Etat aurait pu, dans ces conditions, racheter les kuxes d'Alsace-Lorraine et les kuxes privés, en même temps qu'il réglait le régime définitif. Dans un but d'équité, il ne l'a pas voulu et il a offert aux porteurs de kuxes privés une part de 6,5 % sur les bénéfices

réalisés pendant 25 ans, sous les conditions suivantes (article X) (1) :

1° Les parts minières doivent appartenir depuis une date antérieure au 11 novembre 1918 à des Français, à des neutres ou à des Alsaciens-Lorrains réintégrés de plein droit dans la nationalité française et dont les droits et la bonne foi auront été reconnus par le Tribunal chargé de statuer sur la liquidation.

2° La répartition entre les porteurs des sommes leur revenant par l'application de l'article 7 sera faite en effectuant aux « kuxes » de chaque ancienne « Gewerschaft », un coefficient d'équivalence.

Quant aux kuxes d'Alsace-Lorraine, ils bénéficiaient d'un pourcentage de 11 % sur les bénéfices à condition (2) :

1° De prendre à leur compte, chacun pour un tiers, la charge des emprunts contractés par l'Ancien Etat d'Alsace-Lorraine pour les mines de potasse.

2° D'abandonner aux mines domaniales de potasse les sommes qui doivent leur revenir sur le produit de la liquidation ainsi que sur les avances qu'ils ont pu recevoir du liquidateur; par contre, la part des bénéfices qu'ils ont touchée ou toucheront pendant la période de gestion provisoire de l'Etat, par application du cahier des charges visé par le jugement du Tribunal de Mulhouse, en date du 22 avril 1924, leur demeurera acquise.

Des débats au Sénat il semble résulter que les porteurs de kuxes et les départements d'Alsace-Lorraine ont accueilli favorablement ces dispositions. Une seule réserve ayant été faite sur le pourcentage fixé à 6,5 %. Nous en aurons fini des dispositions financières lorsqu'on saura que par l'article VIII, il était permis aux mines domaniales d'émettre des obligations amortissables dans un délai ne dépassant pas 50 années.

(1) Rapport Peytral, page 422 1^{re} colonne.

(2) Rapport Peytral, page 422, 2^e colonne.

Avec l'article XII, nous passerons aux dispositions commerciales du projet. En face de la concurrence et de l'organisation allemande, il était nécessaire d'établir une étroite cohésion entre les exploitants actuels et futurs des Mines Alsaciennes.

L'article XII oblige donc ceux-ci à constituer un comptoir de vente ou Société Commerciale qui aura l'exclusivité de la vente en France et à l'étranger des produits des Mines et des Usines de potasse. Le président du Conseil d'administration fera toujours partie des Mines Domaniales (article XIII) et le contingentement de la production appartiendra au Ministre des Travaux Publics.

Dans le dernier article enfin du projet, il est spécifié qu'un règlement d'administration public déterminera le fonctionnement administratif et financier des Mines Domaniales, étant en outre entendu, que la comptabilité devra procéder des lois et usages du Commerce.

Tel est le projet dont est actuellement saisie la Chambre des Députés depuis le 20 décembre 1927.

Depuis cette date trois rapports ont été fournis au nom de la Commission des Mines et de la force motrice par M. Charlot :

Le premier, le 6 mars 1928;

Le second, le 29 juin 1928;

Le troisième, le 14 février 1929.

Ils adoptaient tous, avec quelques modifications de détail, les principes posés par le Sénat.

Entre temps, M. Pierre Forgeot élaborait lors de son rapide passage au Ministère des Travaux Publics un projet que la chute du Ministère empêcha de voir le jour. N'ayant pas été imprimé, nous en emprunterons la substance à MM. A. d'Andon et J.-A. Douffiagues. Il prévoyait la constitution des Mines Domaniales de potasse d'Alsace en société anonyme au capital initial de 400 millions de francs, divisé en 400.000 actions de 1.000 francs, toute obligatoirement nominatives et ne

pouvant être cédées à des étrangers qu'avec l'approbation du Conseil d'Administration.

Sur ces 400.0000 actions, 44.001 devaient être attribuées aux trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, à raison de 14.667 pour chacun d'eux, en échange des 1.002 kuxes ayant appartenu à l'ancien Etat d'Alsace-Lorraine; 26.000 devaient être attribuées aux porteurs particuliers, en échange des 645 kuxes dont ils sont détenteurs, la répartition étant faite en affectant les kuxes de chacune des anciennes Gewerkschaften d'un coefficient d'équivalence, le surplus, soit 329.999 actions devait être attribué à l'Etat, en échange des 8.353 kuxes ayant appartenu à des ressortissants allemands.

Le Conseil d'Administration de la Société Anonyme des Mines Domaniales de Potasse d'Alsace devait comprendre vingt-cinq membres au maximum, un siège d'administrateur attribué, en principe, à chaque groupement d'actions représentant 4 % du capital social, sans que le nombre des représentants de l'Etat puisse dépasser dix-huit (4 représentants du Ministre des Travaux Publics, 4 du Ministre de l'Agriculture, 2 du Ministre des Finances, 2 du Ministre du Commerce, 1 du Ministre du Travail, 1 du personnel des mines, 1 des Chambres de Commerce, 1 des Chambres d'Agriculture, 2 des Associations agricoles).

Le Directeur général devait être nommé par décret rendu sur la proposition du Ministre des Travaux Publics, sur présentation du Conseil d'Administration, un caissier général, préposé à toutes les opérations de recettes et de dépenses, devait être nommé par décret sur la proposition du Ministre des Finances, également sur présentation du Conseil d'Administration.

De même deux commissaires aux comptes devaient être désignés par le Ministre des Travaux Publics et le Ministre des Finances, sur présentation du Conseil d'Administration.

L'état de prévision des recettes et des dépenses

dressé pour chaque exercice par le Conseil d'Administration devait être transmis par celui-ci aux Ministres des Travaux Publics et des Finances et communiqué aux Commissions financières des deux Chambres.

Les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes à l'Assemblée générale, le compte de profits et pertes et le bilan annuels, ainsi que les solutions prises par l'Assemblée générale des actionnaires devaient également être transmis par le Conseil d'Administration aux Ministres des Travaux Publics et des Finances et communiqués aux Commissions financières des deux Chambres.

Un décret rendu sur la proposition des Ministres des Travaux Publics et du Travail, les représentants des ouvriers ayant été entendus, devait fixer le statut du personnel.

Enfin, comme dans le projet voté par le Sénat et dans des conditions très sensiblement analogues, on prévoyait la constitution du comptoir de vente en commun auquel devaient adhérer, avec les Mines Domaniales, tous autres exploitants de Mines de potasse, ce comptoir ayant, en principe, l'exclusivité des ventes des produits des mines, ayant seul le droit d'exporter ces produits et d'importer, en France, des produits de même nature, d'origine étrangère.

Des dispositions analogues à celles qui avaient été insérées dans le projet de loi voté par le Sénat permettaient au Gouvernement d'intervenir dans la fixation des prix de vente en France et précisaient les conditions de détermination des quotes-parts à attribuer aux diverses exploitations dans les livraisons du comptoir de vente.

Ce projet mort-né ne put donc être pris en considération et le Parlement demeurerait toujours saisi du projet de loi voté par le Sénat.

Le 28 mai 1931, M. le Sénateur Louis Michel reprenait en quelque sorte le projet Forgeot et dans une proposition nouvelle, demandait que soit constituée une

société anonyme au capital de 208 millions divisé en 10.000 parts de 20.800 francs. L'Etat recevait 61 % des actions, les départements recouvrés 12 %, les porteurs de kuxes 7 %, les chambres d'agriculteurs et les autres départements 20 %. Les postes d'administrateurs étaient répartis en proportion du nombre des parts possédées par chacun des groupes porteurs.

Ce dernier projet, l'avant-propos le prouve, n'avait en vue qu'une équitable répartition des kuxes. Nous avons vu quelle était la situation juridique de cette institution de droit allemand et nous ne pensons pas qu'on puisse soumettre le régime futur des mines à des considérations certainement de second ordre. D'ailleurs toute l'argumentation du rapport qui était basée sur les cours moyens des actions Kali-Sainte Thérèse en 1931 est aujourd'hui, bien périmée.

La Chambre des Députés se trouve donc encore aujourd'hui devant le projet du Sénat, M. Charlot n'ayant pas été réélu lors de la dernière consultation électorale, M. Brom a été chargé, au nom de la Commission des Mines et de la Force motrice, de rédiger un nouveau rapport.

Celui-ci a été déposé le 2 décembre 1929 et confirme en tous points le principe posé par le Sénat : il préconise l'exploitation directe par l'Etat.

Toutefois, reprenant quelques modifications apportées par les rapports Charlot, le rapport déposé par M. Brom diffère du projet voté par le Sénat sur les points suivants :

Il prévoit que le futur régime des mines domaniales pourra seul recevoir la concession de gisements nouveaux. Contrairement aux principes posés dans les projets précédents, le Conseil d'Administration, composé de 26 membres, comprend, en plus, un membre nommé par le Sénat et deux membres nommés par la Chambre des Députés. Le personnel ouvrier reçoit 2 représentants au Conseil d'Administration et le personnel employé, 1 représentant ; de plus, un prélèvement

de 10 % sur le solde disponible des bénéfices est accordé au personnel, le surplus du produit net est réparti de la façon suivante :

81 % au Trésor Public ;

12 % et par tiers aux départements du Haut-Rhin,
du Bas-Rhin et de la Moselle ;

7 % aux porteurs de parts minières.

Enfin, dernière et très importante modification, le comptoir de vente en commun des potasses englobe désormais toutes les industries traitant de la potasse minérale dont les exportations ou importations pourront être soumises à certaines conditions particulières de prix ; la justification de l'emploi des fournitures du comptoir pourra même être exigée. Seuls les carbonates de potasse d'origine végétale ou animale ainsi que les guanos naturels salins et vinasses font exception à cette règle.

CONCLUSION

L'examen du commerce de la potasse et de la gestion du régime provisoire d'une part, l'exposé des propositions et des projets de loi d'autre part, semblent nous avoir fourni maintenant les données actuelles du domaine français des potasses. Mais au fait, est-ce bien encore un problème que nous avons à résoudre ? L'expérience n'a-t-elle pas donné déjà une partie de la solution et le Sénat lui-même, en votant avec quelques modifications le projet Peytral n'a-t-il pas indiqué la réponse recherchée.

Nous aurions voulu personnellement trouver une solution originale qui n'aurait pas eu pour elle une consécration semi-officielle. La réalité des faits nous oblige, malgré notre désir, à opiner dans le sens de la Haute-Assemblée. Un élément par dessus tout a emporté notre adhésion au régime d'Etat préconisé : l'expérience réalisée par le régime provisoire.

Au contact des difficultés journalières qui ont surgi depuis neuf ans que dure sa gestion, celui-ci s'est affirmé capable de vaincre des difficultés nombreuses, il a exploité au mieux des mines que la guerre et le régime du séquestre n'avaient que peu favorisées.

Nous avons apprécié, en passant, le développement de l'extraction des sels de potasse, l'amélioration des

méthodes de travail, l'intensification de la fabrication du chlorure, l'extension des débouchés commerciaux, nous avons apprécié également les résultats financiers obtenus et plus tard le bien fondé des mesures prises pour faire face à la crise. De cette étude, volontairement disproportionnée par sa longueur, nous avons acquis la conviction que le régime provisoire avait obtenu des résultats qui ne le cédaient en rien à ceux obtenus dans l'industrie privée.

Dès lors, le problème initial s'est sensiblement modifié, l'objection habituellement faite aux exploitations d'Etat n'a plus de valeur. La question ne se pose plus aujourd'hui entre le libéralisme et le socialisme de l'interventionnisme; la faillite de ce dernier est certaine. Mais en l'occurrence, nous sommes bien obligés d'avouer que le régime provisoire fournit la preuve exceptionnelle du contraire.

Il nous a donc fallu, dans ces conditions, trouver d'autres facteurs que ceux de rigueur quand il s'agit de prendre position pour ou contre l'exploitation de l'Etat. Un fait nous a frappé. Pas une fois, dans toutes les discussions de la Chambre et du Sénat, il n'a été question de remettre franchement à l'industrie privée les mines de potasse; la chambre du bloc national, elle-même, imbue d'idées certainement libérales, n'a pas voulu envisager cette hypothèse, la proposition de l'Abbé Hackspill mise à part.

Une raison très spéciale a guidé en premier lieu le Parlement. Ce sont 103 Français qui sont tombés pour la conquête d'un kilomètre carré d'Alsace et de Lorraine. Quelques capitalistes peuvent-ils seuls profiter de tels sacrifices? Le sentiment dans les affaires, nous le reconnaissons, est souvent un mauvais conseiller, mais vraiment peut-on faire délibérément table rase d'un passé si récent?

A cette question de convenance très délicate, se rattachaient d'autres considérations importantes. La potasse, nous l'avons vu, intéresse au plus haut point

l'Agriculture et le Gouvernement ne peut se dispenser d'intervenir dans une matière qui, par ses conséquences immédiates, touche de très près l'économie nationale.

Pourquoi, puisque l'Etat est propriétaire d'une grande partie des mines, irait-il aliéner ses droits, étant donné qu'il devra s'occuper, plus ou moins directement, du marché potassique ? Cette objection est d'ailleurs renforcée du fait que son intervention pourra se justifier encore en tant que concédant des mines. C'est donc à notre sens une inutile complication que celle qui consisterait à amodier les mines de potasse pour ensuite participer à leur gestion d'une façon détournée.

Il n'est pas sans danger non plus de laisser entre les mains de quelques puissantes sociétés seulement, des mines qui, à l'heure actuelle encore, pourraient constituer un quasi-monopole.

Ce sont tous ces motifs qui ont empêché les Chambres françaises d'envisager la remise pure et simple à une industrie privée, des mines domaniales de potasse.

La Chambre des Députés a cru bon, dans ces conditions, de préconiser des régimes nouveaux basés, les uns sur l'économie mixte, les autres sur la propriété corporative. Nous n'entreprendrons pas ici la critique de ces régimes, nous dirons seulement qu'ils constituent en eux-mêmes, une expérience, alors qu'au contraire le projet voté par le Sénat est basé sur l'expérience, c'est cette différence capitale qui nous oblige à reconnaître la supériorité de ce dernier système. P. O. Lapie qui a étudié en détail les régimes d'économie mixte pour ne parler que de ceux-là, s'exprime ainsi à leur égard :

« Des événements sans importance apparente changent
« sa destinée du tout ou tout. C'est la rançon de la
« grande souplesse de la Société Mixte. Cette institu-
« tion relie la puissance publique à l'activité privée, elle
« concilie le droit public et le droit commercial, elle est
« l'intermédiaire entre l'administration et l'économie...
« Pour un rien, pour un dosage malheureux, elle s'éva-

« de. Elle joue à la puissance publique ou bien à l'inverse, elle sert le capital privé ».

Peut-on faire courir, à l'heure actuelle, un tel risque aux mines domaniales, alors qu'elles ont un statut auquel il suffit de donner une consécration légale pour en terminer rapidement. Nous ne dirons pas comme M. Chéron (1) « qu'il y a quelque chose de pire que « d'adopter telle ou telle formule, fut-elle imparfaite, « c'est de n'aboutir à rien », mais il est certainement plus urgent que jamais d'adopter une solution rapide objective et sûre. Ce sont ces trois qualités que nous reconnaissons à la formule votée par le Sénat. Rapide, cette solution peut l'être plus que toute autre. Le Sénat a donné son avis et la Commission des Mines de la Chambre a adopté la plus grande partie du projet qui lui était soumis, il reste donc à faire un minimum d'efforts pour aboutir dans un délai qui peut être relativement court. Objective, cette formule l'est encore et c'est ce que nous nous sommes plu à examiner en constatant sa ressemblance frappante avec le régime provisoire. Sûre enfin, elle l'est autant qu'on peut être sûr de l'avenir. Le régime dont elle ne sera que la consécration a fait ses preuves, c'est un gage certain pour les années qui vont suivre.

Le fait d'avoir marqué ainsi notre préférence pour un régime d'exploitation directe par l'Etat n'implique pas toutefois que nous considérions ce régime comme parfait. Les institutions humaines ne peuvent que tendre à une organisation meilleure, elles ne peuvent jamais atteindre la perfection.

Un écueil semble actuellement menacer le régime que nous avons choisi, il faut absolument que l'Etat reste maître des tarifs et pour cela il est essentiel de laisser les mines domaniales de potasse dans une sphère complètement indépendante de la politique, comme l'a été le régime provisoire lui-même. Or, le récent rapport de

(1) Débats parlementaires J. O.

M. Brom révèle une tendance fâcheuse : les députés et sénateurs, qui, dans les projets précédents étaient écartés systématiquement de la gestion des mines sont susceptibles d'obtenir trois sièges dans le futur conseil d'administration, sans compter les parlementaires qui pourront faire partie du même conseil à titre de conseillers généraux d'Alsace, par exemple. Il y a là une interférence dangereuse, entre les deux ordres d'activité politique et économique, qu'il faut absolument éviter de peur de voir se produire des conflits regrettables.

Un autre danger, également, est à redouter. A chaque projet de loi nouveau le nombre des membres du conseil d'administration augmente si bien que dans le projet Brom on ne compte pas moins de 29 sièges d'administrateurs. Ce n'est plus un conseil, c'est une assemblée délibérante, assemblée d'ailleurs très critiquable quant à sa composition. Il nous semble, en effet, qu'à mesure qu'augmente le nombre des administrateurs, augmente parallèlement le nombre d'intérêts divergents. C'est ainsi, par exemple, qu'on préconise la présence au Conseil d'administration, de deux représentants du personnel ouvrier et d'un représentant du personnel employé, choisis par le Ministre du Travail sur une liste de candidats présentés par les organisations syndicales de ce personnel, sans vouloir mépriser le rôle prépondérant des ouvriers des mines, nous ne pensons pas que la place de leurs représentants soit très indiquée dans un conseil d'administration. Qu'on le veuille ou non, leur souci dominant sera certainement celui de l'élévation des salaires. Pour les représentants des agriculteurs et des Chambres d'Agriculture, le souci sera d'un autre ordre, leurs efforts tendront à faire baisser le plus possible le prix de la potasse, le représentant de l'industrie des produits chimiques agira dans le même sens, si bien qu'on va peut-être arriver à ce résultat paradoxal de faire gérer les mines de potasse par des gens qui n'ont en somme aucun intérêt direct à voir l'affaire prospérer ; l'intérêt

particulier est ainsi susceptible de passer encore avant l'intérêt général.

Il nous apparaît désirable, dans ces conditions, de nous rapprocher le plus possible du projet voté par le Sénat, projet qui donne aux mines une indépendance plus grande en même temps qu'une unité de vue certaine. On dira peut-être que c'est là une solution terre à terre, que celle qui consiste à baser sur une expérience le régime futur des mines domaniales. Reconnaissons du moins un mérite à cette façon de procéder, elle est susceptible, moins que toute autre, d'apporter des mécomptes et elle a un caractère de certitude que n'ont assurément pas les projets aléatoires de la Chambre.

Nous avons d'ailleurs été conduits dans une voie où en toute autre circonstance, nous ne nous serions pas engagés. Partisan du libéralisme économique, nous devons reconnaître que nous avons abordé le problème français des potasses avec la presque certitude de préconiser un régime d'exploitation privée : l'étude impartiale et objective que nous avons essayé de faire nous oblige à conclure dans un sens nettement opposé à celui que nous entrevoyions.

Qu'on n'aille pas conclure, d'ailleurs, que la préférence que nous avons donnée ici à la solution étatiste, implique de notre part adhésion au principe des industries d'Etat. Il reste toujours souhaitable que l'Etat se borne à administrer les seules affaires publiques et laisse aux particuliers le soin d'exploiter des entreprises industrielles ; toutefois, nous avons cru bon, ici, de faire une exception aux règles ordinaires en faveur des mines alsaciennes de potasse ; leur retour à la France et leur gestion actuelle en sont la cause.

Nous nous sommes donc seulement efforcés au cours de cette étude, de choisir le régime le mieux approprié au cas particulier que nous traitons. Les faits nous ont montré, en l'occurrence, qu'un régime d'exploitation directe par l'Etat, était certainement préférable à

n'importe quel autre régime. Nous faisons volontiers abstraction de nos idées personnelles, trop heureux si l'avenir et la prospérité que nous souhaitons aux Mines Domaniales, confirment notre manière de voir.

VU : *Le Doyen,*
BERTHÉLEMY.

VU : *Le Président,*
WILLIAM OUALID.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris.
Pour le Recteur : l'Inspecteur de l'Académie,
J. PERRON.

Imprimerie BENARD-BARDEL & FILS
22, Rue Cappeville, Gisors (Eure)
